

I. Biografie - Biographie - Biography

OLIVIER DEFRANCE

Lilian et le Roi. La biographie

Bruxelles, Racine, 2015, (336) p.

Jusqu'il y a peu, le lecteur intéressé par la "Question royale", et surtout par la femme qui fit choir Léopold III de son trône devait se contenter d'ouvrages à forte teneur polémique, parfois à charge (Evrard Raskin) mais plus souvent à décharge (Roger Keyes, Jean Cleeremans, Jean Vanwelkenhuyzen...) – surtout dans le monde francophone. Bref, aucune biographie un tant soit peu équilibrée (on n'ose écrire : objective) n'existait encore sur la personne (et l'œuvre !) de Mary-Lilian-Lucy-Josepha-Monique-Baels (1916-2002), épouse morganatique du souverain à partir de 1941, et plus connue sous le nom de "princesse de Rethy" (pour les conformistes) ou de "Liliane Baels" (pour ceux qui ne l'appréciaient pas vraiment). Avec la copieuse étude bouclée l'année dernière par Olivier Defrance, c'est chose vraisemblablement faite, et il faudra sans doute encore un assez long temps pour introduire des apports véritablement novateurs sur le sujet. Une certaine école historiographique contemporaine, peu friande d'essais biographiques qu'elle rattache volontiers à une forme de "petite histoire", pourrait certes s'interroger sur la nécessité de consacrer encore une recherche à une personnalité somme toute secondaire de notre société politique, autour d'une thématique déjà mille fois rabattue. Mais cette école historiographique aurait bien tort, car le personnage en question, outre le fait qu'il a été le catalyseur d'une des plus graves crises existentielles qu'a subies l'État Belgique, a contribué aussi sur le long terme, à faire

tomber l'"idole" – c'est-à-dire le Roi et, au-delà, la monarchie – de son piédestal. Et à briser d'un coup l'image consensuelle, donc unificatrice, de la personne royale pour en faire au regard des bonnes gens "le plus petit commun diviseur", et tout cela pour n'avoir pu ni contrôler ses passions, ni les celer, comme tout monarque digne de ce nom. Sans doute, la contribution d'Olivier Defrance relève-t-elle fatalement un peu de la psycho-histoire, mais si d'aucuns peuvent déplorer que ces péripéties d'alcôve mal gérées ont eu finalement davantage d'impact sur la destinée du pays que les choix politiques hasardeux ou les faux-pas répétés du souverain en 1936-1944, l'historien "de métier", comme le citoyen-lambda, ne peut que le constater. Rendons grâce à l'auteur : il ne se limite assurément pas à des approches psychologisantes. Il décrit en fait avec finesse le milieu social d'où est issue son "héroïne" ainsi que le type d'éducation qu'elle a reçue. Milieu social reflétant cette classe moyenne supérieure de Flandre-Occidentale, très bien-pensante, au fond très traditionaliste, mais cultivant, quoique bien rentée, une frustration certaine de ne pouvoir appartenir "au monde", qui était celui de l'aristocratie de naissance. Le père de Lilian, Henri (dit Harry) Baels, était un assez bon produit de ce milieu : armateur ostendais d'assez fraîche extraction, marié à la fille de notables west-flandriens plutôt cossus, assez actif au sein du *Katholieke Volksbond* et du *Davidfonds* pour devenir échevin de sa bonne ville puis député (1920) puis ministre avant d'accéder à la charge de gouverneur de la province, après un parcours somme toute classique dans les eaux du flamingantisme modéré. Comme il se doit, notre homme a pu donner à ses enfants une bonne éducation dans les institutions chrétiennes les plus cotées, les plus huppées,

et c'est là, manifestement, que sa fille Lilian a eu l'occasion de se frotter à des tenants d'une classe (d'une caste ?) tenue pour "supérieure" à la sienne. Expérience ineffaçable, qui lui donna l'occasion, forte d'une bonne et rigoureuse éducation/socialisation, de se frotter de plus en plus souvent à cette société volontiers cosmopolite, surtout dans l'espace germanique centre-européen : c'est là, dans la seconde moitié de l'entre-deux-guerres, qu'elle va nouer des amitiés et parfois des amourettes au sein des aristocraties autrichiennes et hongroises en perte de vitesse. Le fait que plusieurs membres de ces milieux qu'elle fréquentait avec assiduité aient été tentés de se repositionner utilement en adhérant au nazisme ne semble pas l'avoir émue. Pour elle, pétrie de convictions conservatrices, il y avait nazisme et nazisme : sans percevoir les tendances profondes (et criminelles) de son idéologie, elle l'a sans doute assimilé à une sorte d'auberge espagnole du nationalisme allemand, et elle l'a tenu sans nul doute longtemps pour préférable au communisme dans sa version stalinienne. Rien de très original dans son milieu social. Déjà en contact de manière ponctuelle avec le roi Léopold dans l'avant-guerre et ce "en tout bien tout honneur" (pas question à ce moment de briser son image de "veuf-éploré-de-la-reine-Astrid"), elle a eu l'occasion de pousser plus avant ses relations avec le souverain dans l'été '40 en prenant avec fougue la défense de son père, gouverneur révoqué par le gouvernement Pierlot pour abandon de poste à l'approche de l'ennemi. Il est permis de supposer que cette défense s'acheva dans le lit du monarque, avec l'approbation bienveillante d'une reine Elisabeth, ravie de voir qu'une bonne âme s'employait à rasséréner son grand fils "prisonnier de guerre à Laeken" et passablement ébranlé par la

marche des événements. Si l'intervention des cercles proches de la Cour a été effectivement déterminante pour la disparition du dossier monté à l'encontre de Henri Baels, elle a aussi reçu le coup de pouce bienveillant, ainsi que le montre Defrance, du tout récent secrétaire général à l'Intérieur, le VNV Romsée, et cela lui sera reproché par la suite...L'approfondissement des relations entre le roi et son "amie" se traduisit par une série de faux-pas aujourd'hui bien connus : d'abord un mariage religieux le 11 septembre 1941, qui permettait de satisfaire le conformisme chrétien tout en conservant à la liaison son caractère secret (le propre secrétaire du monarque, le comte Capelle, n'était même pas au courant) puis, par nécessité (Lilian se retrouvant enceinte), la conclusion d'une union civile le 6 décembre de la même année. Cette union civile, réalisée à rebours de toutes les dispositions légales et assortie fatalement d'une certaine publicité, se fit au vif déplaisir des monarchistes les plus lucides, craignant fort les retombées négatives de l'événement. De fait, à l'annonce de la chose (par lettre pastorale lue le 7 puis par publication dans les journaux le 9), l'opinion publique fut stupéfaite. On ne pouvait plus croire au mythe du Roi-prisonnier, et cela ne lui fut pas pardonné dans les couches profondes du pays wallon, qui déplora le maintien de 65.000 des siens derrière les barbelés des *Stalags* et des *Oflag* pour cinq longues années...

Tel a donc été le moteur affectif de la "Question royale", et toute l'intelligence, toutes les capacités d'entregent de celle que l'on devait désormais appeler la princesse de Rethy n'y put rien changer. D'ailleurs, l'auteur ne le cèle pas, si Lilian Baels était incontestablement intelligente et avait du caractère, cela pouvait

être un mauvais caractère qui allait jusqu'à la volonté manipulatrice. Au fil de toute cette "Question royale", elle se figea plus d'une fois dans l'intransigeance, appuyant son époux dans sa volonté d'obtenir réparation des "outrages" perpétrés à son encontre par le gouvernement Pierlot et le "regonflant" périodiquement quand celui-ci inclinait à jeter l'éponge. Avec le temps et les frustrations de la vie, ce caractère s'aigrit encore, et elle finit par se brouiller avec bon nombre de ses proches, dont le roi Baudouin, qui l'avait tenue un temps pour une mère de substitution. Ses consolations : son mariage avec Léopold tint, nonobstant l'abdication et les infidélités répétées du ci-devant souverain et la Fondation cardiologique qui portait son nom parvint à attirer en sa résidence d'Argenteuil des intervenants de haute qualité. Et une ultime satisfaction, avec la publication en 2001 des mémoires posthumes de son époux...qui montraient qu'il n'avait "rien oublié ni rien appris".

Elle mourut le 7 juin 2002, emportée par la leucémie. Et peu regrettée.

Alain Colignon

PAUL-F. SMETS

Paul Hymans. Un authentique homme d'État

Bruxelles, Éditions Racine, 2015, 486 p.

En février 1946 – moins de cinq ans après le décès, à Nice, de l'homme d'État libéral belge – paraissait, sous la plume de Robert Fenaux, la première biographie consacrée à Paul Hymans (*Paul Hymans. Un homme, un temps*, Office de Publicité, Bruxelles, 507 p.). Une première version en avait été achevée en avril 1943 à Saint-Paul de Vence (Alpes Maritimes). Toutefois, les circonstances de la guerre en retardèrent l'édition, tout en permettant à

l'auteur de compléter et d'enrichir son appareil documentaire. Structuré en cinq parties (quatre parties proprement biographiques et la cinquième s'attachant à l'œuvre, à la pensée et à la psychologie de Hymans), cet ouvrage dense et bien construit, riche des souvenirs personnels de Fenaux comme des confidences de la veuve du défunt, constituait autant une œuvre d'historien qu'un "acte de dévotion" posé par un proche collaborateur, confident et intime, qui avait suivi le ministre d'État dans son "exil libre en terre étrangère".

Près de septante ans plus tard, dans le contexte de la commémoration du cent-cinquantième anniversaire de la naissance de Paul Hymans (1865), Paul-F. Smets, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles, membre de l'Académie royale de Belgique, président des Archives et Littérature de Belgique et auteur, aux Éditions Racine, d'une somme consistante sur la saga financière et bancaire de la famille Lambert (2012), signe une nouvelle étude sur celui qui fut tout à la fois leader du parti libéral d'avant la Première guerre mondiale – et, avec le socialiste Émile Vandervelde, le principal ténor de l'opposition au gouvernement catholique homogène –, ministre d'État dans le gouvernement d'Union sacrée de Charles de Broqueville (1914), président, à deux reprises, de l'Assemblée générale de la Société des Nations (1920-1921 et 1932-1933) et, jusqu'en 1936, ministre "semi-permanent" des Affaires étrangères.

La structuration de cet ouvrage d'un calibre très comparable à celui de son lointain prédécesseur frappe par son souci d'un découplage particulièrement serré, puisque Paul Smets a articulé son propos sur près de 250 rubriques qui épousent, dans un très soigneux respect de la chronologie, la longue trajectoire

d’Hymans, de ses années de jeunesse à la mort en exil.

Il est manifeste, ensuite, que l’auteur a su tirer le meilleur parti des profondes évolutions de la discipline historique depuis 1945, tout comme de l’abondance des publications en histoire de Belgique contemporaine et de l’accès à de nombreuses, voire nouvelles sources. Nous épingleons ici les *Mémoires* de Paul Hymans, publiés en 1958 par Frans Van Kalken et John Bartier, les très riches papiers personnels de l’homme politique (confiés peu de temps avant la Seconde guerre mondiale aux Archives générales du Royaume, et légués à l’Université libre de Bruxelles, dont ils ont rejoint le Service des archives en 1995) ou encore la presse belge numérisée et OCRisée par la Bibliothèque royale de Belgique en collaboration avec le CegeSoma.

Dans un style vif, clair et sobre, Paul Smets offre au lecteur un portrait vivant et complet d’un homme qui a intégré les influences intellectuelles ou morales les plus diverses : celle de son milieu familial protestant libéral, tout d’abord, qui l’ancrera à jamais dans le mépris du matérialisme et dans une sensibilité fondamentale au spiritualisme et au déisme; celle du personnage qui demeurera jusqu’au bout – et en dépit de ses propres évolutions – son “modèle”, Walthère Frère-Orban, figure majeure du libéralisme de gouvernement de la seconde moitié du 19^e siècle; celle des sciences sociales, en plein essor à la charnière des 19^e et 20^e siècles, et qui ont indubitablement exercé un rôle déterminant dans sa réceptivité aux nouvelles problématiques sociétales et dans sa conversion à l’idée démocratique; celle de la franc-maçonnerie, enfin, qui lui permettra,

à ses débuts, de “tester” certaines de ses idées comme autant de ballons d’essai.

L’ouvrage de Paul Smets restitue également les multiples facettes de celui qui, plus que l’“homme d’État” que la “Grande guerre” révéla et que l’entre-deux-guerres confirma, fut aussi bibliothécaire, avocat, journaliste, professeur, écrivain, historien, biographe, conférencier et diplomate. Des aspects méconnus ou même controversés de la figure de Paul Hymans s’y trouvent en outre mis en lumière. Ainsi de son adhésion enthousiaste à la cause du capitaine Dreyfus, à la fin du 19^e siècle, de sa contribution majeure à la démocratisation du libéralisme belge, du rôle effectif qu’il assumait durant la Première guerre mondiale, de l’épisode de Limoges – vitupéré par la presse collaborationniste au cours de l’été 1940 –, de son parcours maçonnique ou encore de sa postérité. Nous relèverons encore, à cet égard, les réflexions qu’apporte l’auteur sur “la mémoire et l’analyse” (p. 442-444) et “l’analyse de la mémoire” (p. 445 et sv.).

Par-delà, c’est un demi-siècle d’histoire qu’embrasse ce livre qui brosse, à travers les singularités et les méandres d’un (exceptionnel) parcours personnel, le basculement de la démocratie – selon la formule de l’historien et philosophe français Marcel Gauchet – de la “crise du libéralisme” jusqu’à “l’épreuve des totalitarismes”.

Il faut savoir gré à Paul-F. Smets d’avoir su, avec lucidité, distance et élégance, éviter les dangers de l’hagiographie, lesquels font d’ailleurs l’objet de considérations originales de Pierre Mertens, dans son “avant-dire” [“Lettre (plus qu’) ouverte à Paul-F. Smets”, aux p. 7-11]. Ceci sans chercher aucunement

à maquiller la “fascination” que lui inspire son sujet. Quant aux souvenirs d’ordre personnel, ils se concentrent dans la postface pleine de délicatesse et d’émotion que signe Pierre Goldschmidt, petit-neveu de Paul Hymans (p. 455-461).

En conclusion, nous regretterons essentiellement l’un ou l’autre anachronisme : ainsi, le terme de “libéral de gauche” (utilisé par Pierre Mertens dans sa préface, à la page 10) ou celui de “libéral social” (page 41) renvoient bien davantage aux positionnements (ou errements ?) ultérieurs des avatars successifs du parti libéral belge, qu’à la place de Paul Hymans au sein de sa mouvance politique, où c’est bel et bien Paul Janson et ses “libéraux progressistes” qui incarnaient “l’aile gauche”. Sur ce plan, le “génie” de Paul Hymans fut d’être capable, plus et mieux qu’aucun de ses pairs, d’effectuer la synthèse et de faire la preuve d’une “vraie générosité envers l’avenir”. Dans un autre ordre d’idées, le qualificatif d’“authentique” dans le titre n’était probablement guère indispensable, tant il est manifeste que Paul Hymans – le premier Belge à tenir les grands rôles sur la scène internationale, inaugurant une “série” qu’illustreront par la suite Paul-Henri Spaak, Jean Rey ou Herman Van Rompuy – sut se montrer, sa vie durant, à la hauteur de son destin et de sa condition d’“homme d’État”.

Avec ce livre, l’ambition affichée de l’auteur est de (démon)trer que “Paul Hymans reste à la mode” (p. 453). Il n’est pas contestable que le résultat est à la hauteur des objectifs du projet. On ne peut cependant se défaire d’un léger sentiment de “trop peu” en refermant cet ouvrage, dont bien des pans auraient pu être développés davantage. Gageons donc qu’il constitue avant tout une invitation ou une

incitation à de nouveaux travaux en histoire politique, en histoire des idées et en histoire des relations internationales. Tout en notant que Paul-F. Smets lui-même vient d’apporter un complément bienvenu à son travail, en publiant, le 15 novembre 2016, un livre au format “poche” intitulé : *Paul Hymans, un intellectuel en politique. La plume et la voix* (Éditions Racine, Bruxelles, 288 p.).

Marc D’Hoore

II. Cultuurgeschiedenis - Histoire culturelle - Cultural History

ROSINE DE DIJN

Einstein en Elisabeth. De ongewone vriendschap tussen een ongewone geleerde en een ongewone koningin van België

Amsterdam, 2015, 286 p.

Albert Einstein und Elisabeth von Belgien. Eine Freundschaft in bewegter Zeit

Regensburg, 2016, 183 S.

Journaliste en historica Rosine De Dijn heeft al heel wat werken op haar actief. Sinds 50 jaar leeft ze in Duitsland en heeft voor een Duits publiek populair-wetenschappelijke boeken over Vlaanderen en België gepubliceerd, naast werken over de Tweede Wereldoorlog.

Albert Einstein is één van de meest tot de verbeelding sprekende figuren uit de twintigste eeuw. Niet alleen als geniale wetenschapper, ook omwille van zijn pacifistische streven, was hij een buitenbeentje in de Duitse geschiedenis van de eerste helft van de eeuw. Het bindmiddel bij de vriendschap tussen Einstein en Elisabeth was ongetwijfeld de muziek, beiden speelden viool. In de late jaren 1920 en vroege jaren 1930 was Einstein dan ook soms te gast op het paleis om samen met de koningin en enkele muzi-

kale geestesgenoten te musiceren. Muziek stond ook spreekwoordelijk in het centrum van beider belangstelling. In zijn zoektocht naar wetenschappelijke verklaringen was Einstein trouwens niet op zoek naar het grootste vernunft, maar wel naar 'de hoogste muzikaliteit' (p. 111). En in het verwerken van tegenslagen en tragedies in het leven, waren beiden de overtuigd dat muziek een transcendent middel was om het leed te boven te komen.

Zoals ze met Einstein hartelijke contacten onderhield, zo had de openhartige koningin vele contacten in de culturele wereld. Net omdat ze Einstein na hun kennismaking in 1927 tot zijn exodus in 1933 slechts sporadisch zag, en net omdat hij in de twintig jaren daarna nooit meer naar Europa terugkwam, net daarom is de correspondentie zo significant. Bij andere vriendschappen, denken we iemand als Romain Rolland, of dichter bij huis, Camille Huysmans, was het contact even intens en de gesprekken veelvuldiger dan de brieven met Einstein. Een boek als dit kon er komen door het aura dat een figuur als Einstein nog steeds omgeeft, en door de afwezigheid die in de brieven wordt uitgedrukt, meer dan door de vriendschap op zich. Meer dan elders blijft Einstein in Duitsland een cultfiguur. Geen wonder dat het boek nog geen jaar na de Nederlandstalige uitgave, al in het Duits verschijnt.

Deze brieven waren reeds het onderwerp van een groot Einsteinhoofdstuk in een biografie van Elisabeth¹, nu vormen ze het fundament voor een boek dat geheel is gewijd aan de vriendschap tussen Einstein en Elisabeth. Uiteraard heeft de auteur bijkomend literatuur-

en archiefonderzoek gedaan, en heel wat betrokkenen gesproken. Historici verwijten journalisten soms dat ze informatie halen uit allerlei literatuur die niet in voetnoten wordt weergegeven, maar alleen achteraan wordt opgelijst. Bij historici helt deze intellectuele correctheid dan soms weer over naar een woekering van verwijzingen in voetnoten. Van dit euvel is in dit boek geen sprake. Meer dan de auteur, zal het de uitgever zijn geweest die een boek zonder voetnoten wilde. Het is ook jammer dat er achteraan geen register van namen en plaatsen is opgenomen.

Het schrijftalent van De Dijn maakt echter veel goed. Men kan vermoeden dat de auteur zelf ook een muzikale ziel is, wat ze weet zinnen en passages als een muziekstuk te componeren. Musici die proza schrijven weten vaak ritme en tempo in hun tekst te leggen, hetgeen minder muzikale auteurs ontberen. Een van de mooiste voorbeelden van deze kunst is de recente magistrale Beethovenbiografie van Jan Caeyers, die van begin tot eind moeiteloos leest als een symfonie². De link met Beethoven in een recensie van een boek over Einstein is overigens niet toevallig. Niet alleen uiterlijk was Einstein, net als Beethoven, een romantische verschijning. De revolutie die Beethoven in de muziek ontzettende, wist Einstein een eeuw later in de wetenschap te bewerkstelligen.

Het is overigens niet zo moeilijk om op een aantrekkelijke manier over beide figuren te schrijven. De spontaniteit Elisabeth is bijwijlen zo ontwapenend, dat Einstein helemaal niet het gevoel had bij een koningin te gast te zijn. "Hoe spreekt u haar aan?", werd hem wel eens door journalisten ge-

1. WILLEM ERAUW, *Koningin Elisabeth. Over pacifisme, pantheïsme en de passie voor muziek*, Gent, 1995, p. 161-202. 2. JAN CAEYERS, *Beethoven. Een biografie*, Antwerpen 2009. Dit werk maakt in de Duitse vertaling sinds enkele jaren furore in Duitsland als hét nieuwe standaardwerk over de componist en mythische figuur in de Duitse geschiedenis.

vraagd. “Met haar naam natuurlijk”, antwoorde hij laconiek. En Einstein zelf drukte zich vaak op een grappige manier uit. Zo beschreef hij het schoolmeesterachtige karakter van medebanneling Thomas Mann uit als : “hij zoekt steeds iemand die hij de les kan spellen. Er zijn maar weinig dingen die hij niet kan verklaren. Ik heb steeds nieuwsgierig en geduldig afgewacht tot hij mij de relativiteitstheorie eens zou uitleggen” (p. 168).

Het bijzondere aan het boek is bovendien de verbinding die De Dijn met het heden maakt. Verschillende locaties waar het verhaal zich afspeelt, worden gespiegeld aan diezelfde plaatsen en hoe die er vandaag uitzien (of er ‘niet uitzien’). Zo verweeft ze haar woede over de lelijkheid van het hedendaagse Brusselse Brouckèreplein met de charme die het had toen Einstein er logeerde in het befaamde Hotel *Métropole*. Einsteins maandenlange verblijf in De Haan wordt gespiegeld aan een wandeling naar het Einsteinbeeld dat er vandaag staat. In Possenhofen, Elisabeths geboorteplaats, gaat De Dijn weemoedig op zoek naar getuigen en anekdotes. Caputh bij Berlijn, waar Einstein zijn houten huis bij het meer had, is aanleiding voor een poëtische reflectie over hoe gelukkig Einstein er moet geweest en welke idyllische plek het ook vandaag nog is.

Het plezier dat een breed publiek aan dit rijkelijk geïllustreerde boek zal hebben, ligt net in de relatie die de auteur opbouwt met haar thema, in haar liefdevolle benadering van haar onderwerp. Hierin ligt de kern van waardevolle geschiedschrijving. Menig vakhistoricus benadert zijn studieobject als een levenloos lijk, dat hij met pedante machtswellust en tomeloze kennisdrift dissecteert.

Een auteur zoals De Dijn, die het verleden mijmerend en dromend doet herleven, benadert haar studieobject niet als een lijk, maar wel als een geliefde. In het besef dat het verleden altijd een mysterie is, zoals de ziel van je geliefde ook altijd een mysterie blijft.

De beste geschiedschrijving ontstaat niet vanuit de kennisdrang, maar vanuit de verbeelding, die het verleden in de tekst doet herleven. Het is het mysterie van de afwezigheid van het verleden, dat je enkel met verbeelding kan invullen, zoals de inscriptie in het boek dat het bronzen Einsteinbeeld in De Haan in de hand heeft, vermeldt : “Verbeelding is belangrijker dan kennis”.

Willem J. Erauw

BERTRAND FEDERINOV, GILLES DOCQUIER & JEAN-MARIE CAUCHIES (DIR.)

À l'aune de 'Nos Gloires' - Édifier, narrer et embellir par l'image. Actes du colloque tenu au Musée royal de Mariemont les 9 et 10 novembre 2012

Bruxelles, Musée royal de Mariemont, Presses de l'Université Saint-Louis, 2015.

Les ouvrages collectifs comportent souvent des contributions de valeurs inégales et c'est spectaculairement le cas de ce volume.

À côté de chapitres très intéressants et critiques, on trouvera donc des pages d'hommages appuyés (notamment par leurs propres enfants) des deux dessinateurs de ces images, offertes en échange de la consommation de certains produits, et surtout un “chroniqueur” (*sic*) injuriant les artistes confirmés (p. 63) et lançant ses anathèmes contre les critiques d'art qui ont été incapables de mettre en valeur le talent de ces deux illustrateurs.

Bien des pages sont inutiles : détails superflus sur l'entreprise "Historia" et ses locaux, ou encore description des programmes, compétences et enquêtes en histoire suggérées par la Communauté française, autant de renseignements aujourd'hui faciles à trouver sur des sites (par exemple celui d'" Histoire et enseignement"), régulièrement mis à jour.

Si le très monarchiste et conservateur abbé rédacteur des légendes fait l'objet d'un intéressant portrait par Eric Bousmar, était-il nécessaire, pour ce personnage finalement peu marquant, de consacrer 22 (vingt-deux) pages à ses maigres publications (manuels indéfiniment réédités ou articles de très large vulgarisation) détaillées à l'extrême en allant jusqu'à préciser sur quel papier (*Featherweight*) est réalisé le tirage ?

En refermant le volume on ne peut que regretter que les questions du lecteur restent sans réponse.

Les chapitres se découpent selon des tranches chronologiques classiques mais on ne perçoit pas de réflexion transversale sur l'idéologie souterraine de cette collection, le choix des "grands hommes", l'usage des mots ("nous", la Belgique, nos régions...).

Quelle est la problématique générale du volume, au-delà des détails surabondants ?

La fidélisation des enfants aux produits et marques à travers des chromos, pins, ca-deaux aurait pu être étudiée du XIX^e siècle à nos jours, en se concentrant sur la France et la Belgique et aurait constitué une intéressante introduction au volume.

Le lecteur aurait pu espérer une comparaison des images Historia avec les autres visions de l'histoire de Belgique présentées à travers les chromos.

Les auteurs semblent ignorer les "100 images d'histoire de Belgique" qui furent vendues dans toutes les papeteries à public scolaire jusque 1960, les chromos Liebig (qui avaient aussi leurs héros belges mais pas forcément les mêmes qu'Historia), et surtout les albums du chocolat "Senez-Sturbelle" qui, dans l'entre-deux-guerres retraçaient l'histoire de Belgique à travers ses chromos et dont "Historia" semble bien s'être inspiré.

Quels événements, quels personnages retiennent les uns et les autres ? Quel sens leur donnent-ils ?

On aimerait aussi connaître le tirage réel de "Nos gloires", avec une différenciation selon les volumes car, tout comme aujourd'hui, les premiers numéros des publications en série sont plus souvent acquis que les suivants.

Peut-on mesurer l'impact de ces chromos et de leurs légendes édifiantes ?

On s'interroge aussi sur le choix de ces illustrateurs : pourquoi, alors que les photos deviennent performantes, la marque a-t-elle voulu ces chromolithographies réalisées par des artisans certes consciencieux et minutieux mais dont le style figuratif descriptif (Huens recopiait des gravures anciennes, des tableaux mais aussi des planches du dictionnaire !) était obsolète dès sa parution. Leur esthétique hyperréaliste était, selon la belle formule d'Alain Colignon, jointe à un texte constituant un "véritable fossile idéologique".

Enfin, on pourra regretter que la bibliographie soit parfois datée (un article de J.-J. Hoebanx de 1981, plutôt que le livre de Michel Staszewski *1830-1980 : Cent cinquante ans de cours d'histoire*) et que n'aient pas été invités à apporter leur éclairage critique ceux qui, il y a plus de vingt ans, avaient déjà analysé l'usage politique de ces héros et événements de l'histoire belge à travers les médias les plus divers.

Un beau sujet donc, mais traité de manière décevante.

Anne Morelli

FRANK OLIVER SOBICH & SEBASTIAN BISCHOFF

Feinde werden. Zur nationalen Konstruktion existenzieller Gegnerschaft : Drei Fallstudien

Berlin, Metropol-Verlag, 2015, 361 p.

La construction de l'image négative de l'Autre comme ennemi de sa nation est l'objet de ce livre écrit conjointement par Frank Oliver Sobich et Sebastian Bischoff. À travers une analyse de la presse, ils étudient la perception de trois événements politiques et militaires dans l'Allemagne wilhelminienne (entre 1897 et 1915/16) : la révolte des Boxers en Chine; le soulèvement des Hereros et des Namas en Afrique de l'Ouest; la résistance des Belges à l'invasion allemande en août 1914.

Cet ouvrage s'inscrit dans un courant d'étude sur la perception/réception de l'Autre, qui a été porteur dans la recherche sur les rapports franco-allemands. En témoigne le livre de Michael Jeismann sur l'image de l'ennemi tant du côté allemand que français à travers un ensemble de sources diverses : *Das*

*Vaterland der Feinde. Studien zum nationalen Feindbegriff und Selbstverständnis in Deutschland und Frankreich (1792-1918)*³. À l'inverse de ce dernier qui a étudié les stéréotypes sur le long terme dans deux pays afin de montrer la persistance et la fonction de la notion d'ennemi, Sobich/Bischoff se concentrent sur une période plus restreinte et sur l'analyse de la presse allemande uniquement. Ils soumettent les articles relatifs aux thèmes indiqués ci-dessus à un cadre d'analyse issu de la sociologie permettant de faire ressortir le processus dynamique de la construction de l'image de l'ennemi. Le recours à un tel canevas théorique distingue encore le livre de Sobich/Bischoff de celui de Jeismann qui effectuait une analyse sémantique et iconographique des représentations liées aux concepts de nation et d'ennemi, constitutives de la construction de soi par rapport à un autre, autrement dit de l'"intégration négative".

La révolte des Boxers, analysée par Sobich, envisage le soulèvement entre 1899 et 1901 d'une partie de la classe populaire chinoise, soutenue par l'impératrice douairière Cixi, contre la présence des étrangers (missionnaires, diplomates, industriels). Les massacres perpétrés touchèrent davantage de Chinois convertis au christianisme (environ 30.000) que d'étrangers (env. 231). Le second cas d'étude, encore étudié par Sobich, fait référence à la révolte des Hereros et des Namas contre l'Empire allemand comme puissance coloniale entre 1904 et 1907. Ces éleveurs et bergers s'opposèrent aux mauvaises conditions de travail chez les fermiers allemands qui, de surcroît, les contraignaient à modifier complètement leurs traditions. Le but de cette révolte était de

3. Publié chez Klett/Cotta à Stuttgart en 1992. Traduction française : MICHAEL JEISMANN, *La patrie de l'ennemi. La notion d'ennemi national et la représentation de la nation en Allemagne et en France de 1792 à 1918*, Paris, CNRS, "De l'Allemagne", 1997.

bouter les Allemands hors d'Afrique; la répression par l'armée fut très violente : la victoire des Allemands à la bataille de Waterberg fut suivie par des persécutions et la volonté d'exterminer ce peuple. Le dernier thème, abordé quant à lui par Bischoff, porte sur le mythe des francs-tireurs, créé lors de l'invasion allemande en Belgique en août 1914 dans le contexte inattendu de la résistance de la Belgique. La répression allemande à l'encontre des populations civiles, supposées tirer sur les soldats du *Reich*, fut particulièrement meurtrière : plusieurs milliers de personnes dont des femmes et des enfants furent ainsi exécutés au cours des premiers mois de la guerre. C'est ce qu'on a appelé les "atrocités allemandes", lesquelles suscitèrent de nombreuses réactions dans les milieux politiques, académiques et journalistiques au niveau international.

La révolte des Boxers, le soulèvement des Hereros et des Namas et l'opposition belge à l'invasion allemande mobilisèrent des préjugés à l'égard des populations qui, de positifs ou neutres, devinrent négatifs. Dans ces trois cas, un phénomène relevant de la psychologie sociale est à l'œuvre : la transformation de l'Autre en un être sauvage (*Savagisierung*). Un tel processus participe d'une construction sociale de l'image négative de l'Autre qui sert en même temps à la construction de (l'image positive de) sa propre identité en opposition à cet Autre. Si ces cas diffèrent fortement au niveau des circonstances, ils ont ceci en commun qu'ils ont vu se déployer une violence excessive de la part des militaires allemands contre les populations concernées. De surcroît, analyser et comparer plusieurs cas d'étude datant de la même époque permet de renforcer la valeur explicative d'un modèle visant à déconstruire de telles images.

En effet, les auteurs appliquent un modèle élaboré à la fois empiriquement et théoriquement dans les sciences sociales. Ce modèle analyse la construction de l'image de l'ennemi en 7 étapes : délimitation d'un groupe en lui attribuant des caractères propres; essentialisation de ces caractères; homogénéisation; établissement de ce groupe comme antagoniste et présentant une menace pour sa propre nation; usage sur le plan discursif d'arguments ambivalents pour stigmatiser ce groupe; "démonisation" du groupe en lui prêtant des intentions mauvaises et en exagérant ses actes; déshumanisation de ce groupe en en faisant une bande de sauvages.

Les sources utilisées tant par Sobich que par Bischoff sont la presse allemande de l'époque, à partir d'une sélection de journaux à grand tirage de tendance libérale, conservatrice, catholique ou social-démocrate : *Allgemeine Zeitung*, *National-Zeitung*, *Norddeutsche Zeitung*, *Vossische Zeitung*, *Vorwärts*, pour citer les principaux. L'analyse menée est de type discursif et tend à montrer chronologiquement comment les images, et donc la perception dans l'espace public (dont les opinions sont à la fois reflétées et créées par la presse), de la Chine et des Boxers, de l'Afrique de l'Ouest et de ses populations indigènes, de la Belgique et de sa population civile sont façonnées.

Ce compte rendu se focalise sur la "question belge". L'auteur présente la littérature secondaire y afférente de manière exhaustive en mentionnant essentiellement les monographies rédigées en allemand, anglais, français et néerlandais sur la neutralité belge, le travail forcé et les déportations, les atrocités allemandes, les demandes de réparations dans le cas du travail forcé et les procès, les violences antiallemandes à Anvers ainsi que

la question flamande. Cet état de l'art, établi dans l'introduction, sert d'arrière-plan à l'analyse de la presse réalisée dans le chapitre *ad hoc*. Au début de ce long chapitre, Bischoff résume les arguments avancés dans la littérature consacrée à la question très controversée des atrocités allemandes : s'appuyant non seulement sur l'ouvrage de référence de Horne et Kramer⁴ mais aussi sur des études allemandes moins connues comme celle de Lothar Wieland⁵, il montre comment la légende des francs-tireurs s'est installée comme cadre unique d'interprétation des coups de feu tirés sur l'armée allemande, instaurant une forme de paranoïa chez les soldats qui s'est manifestée par des représailles disproportionnées sur la population civile.

Pour commencer, Bischoff rappelle les représentations courantes de la Belgique en Allemagne avant la Première Guerre mondiale. Celles-ci dépendaient fortement de la mouvance idéologique : si les libéraux voyaient dans l'État constitutionnel belge un modèle d'équilibre entre les pouvoirs, les Protestants n'avaient que peu d'affinités pour un pays de culture catholique et les sociaux-démocrates critiquaient le système d'exploitation capitaliste pour ses salaires parmi les plus bas d'Europe et ses horaires parmi les plus longs. Cela dit, la Belgique faisait partie, grâce à sa colonie notamment, des grandes puissances que l'on respectait.

L'analyse de la presse allemande au cours des premiers mois de la guerre constitue le cœur du chapitre. Plusieurs thèmes, couverts par les journaux de l'époque, sont passés en revue : la neutralité belge; les

exactions commises contre les Allemands vivant en Belgique et leur prétendue expulsion; enfin, la question centrale des francs-tireurs. Le traitement de cette dernière traduit le changement de perception que les Allemands ont de la population belge : de "peuple civilisé" (*Kulturvolk*), elle devient, suite aux incidents provoqués par les suppriés francs-tireurs, un agrégat d'"animaux à forme humaine" (*Bestien in Menschengestalt*). La production de ce mythe, lié à l'attribution de traits cruels aux Belges tirant sauvagement sur les Allemands, sert à justifier en retour la répression particulièrement dure exercée par ces derniers : massacres de civils, destructions de villes et villages, incendie de la bibliothèque de Louvain... Une telle justification participe de la construction d'une image positive de soi, laquelle cherchait également à contester les affirmations des forces de l'Entente selon lesquelles les Allemands faisaient la guerre contre la population civile. En ce qui concerne la distribution de ces images négatives dans le spectre de la presse allemande, elles se retrouvent à gauche comme à droite, à une nuance près pour la presse social-démocrate, soucieuse d'une vue plus adéquate des événements et critique à l'égard du comportement de l'armée allemande (p. 261sq.). Cette voix est cependant restée minoritaire, le gouvernement allemand cherchant à museler la presse au nom de l'union sacrée (*Burgfrieden*).

Si Bischoff rappelle ce que la reconnaissance historiographique de la légende des francs-tireurs doit au livre de John Horne et Alan Kramer sur les atrocités allemandes, il signale aussi que ce n'est qu'en 2001, soit 55 ans

4. JOHN HORNE & ALAN KRAMER, *German Atrocities, 1914 : A History of Denial*, New Haven, Yale University Press, 2001 (trad. française : *1914, les atrocités allemandes*, Paris, Tallandier, 2005). 5. LOTHAR WIELAND, *Belgien 1914. Die Frage des belgischen "Franktueurkrieges" und die deutsche öffentliche Meinung von 1914 bis 1936*, Frankfurt/Main, Peter Lang, 1984.

après l'établissement de la "factualité" de cette légende par une commission d'historiens belges et allemands, que l'État allemand s'est officiellement excusé à Dinant pour les crimes commis contre les civils. Un tel écart chronologique révèle le hiatus qui peut exister entre, d'un côté, la recherche scientifique et, de l'autre, l'acte politique de contrition.

Par cette analyse des mécanismes de formation de l'image de l'Autre à l'ère des nationalismes, ce livre se veut une contribution à un débat sur les causes de l'escalade de la violence au début du 20^e siècle, laquelle repose notamment sur une déshumanisation de l'ennemi. Le pari est gagné pour cette étude sur la perception par l'espace public allemand de l'Autre africain, belge ou chinois : y est révélée la construction d'une image nationale de l'Autre comme ennemi au contenu idéologique raciste (reposant sur une hiérarchisation des peuples et des cultures), lequel est certes plus patent dans les cas africain et chinois. Ce pari gagné en ce qui concerne les résultats de recherche indique, en outre, l'utilité du recours à la méthode comparative et à la métaréflexion sur le cadre théorique mis en application.

En conclusion, ce livre est fort intéressant à lire, moins par ce que l'on apprend sur la perception de la Belgique en Allemagne au moment de l'invasion (il n'apporte pas de révélation particulière) que par la méthode visant à décortiquer la presse selon le modèle décrit ci-dessus : l'analyse minutieuse de ce type de source révèle le processus de diabolisation de l'adversaire et permet, par ailleurs, de nuancer certaines affirmations ponctuelles de l'historiographie contemporaine. L'intérêt majeur de cet ouvrage réside donc dans la déconstruction d'une image pour en dévoiler

les mécanismes de construction. Une bonne source d'inspiration pour d'autres études sur les images et les perceptions de l'Autre et de Soi.

Geneviève Warland

III. Politieke geschiedenis - Histoire politique - Political History

EMMANUEL GERARD, WIDUKIND DE RIDDER
& FRANÇOISE MULLER

Qui a tué Julien Lahaut ? Les ombres de la guerre froide en Belgique

Bruxelles, La Renaissance du Livre, 2015, 350 p.

L'assassinat du communiste Julien Lahaut le 18 août 1950 est longtemps resté un mystère politico-judiciaire belge sur lequel historiens, journalistes et citoyens ont épisodiquement tenté de faire la lumière, même et surtout après le "non-lieu" auquel aboutit l'enquête officielle en 1972. Au fil du temps, et notamment quand Rudi Van Doorslaer et Etienne Verhoeyen publièrent en 1985 *L'Assassinat de Julien Lahaut : une histoire de l'anticommunisme en Belgique*, on s'orienta vers l'hypothèse d'un acte orchestré dans le giron des milieux léopoldistes, des anticommunistes, voire dans les cercles d'extrême-droite, mais pouvant peut-être aussi impliquer la CIA et de hauts responsables politiques. Après cette parution, des langues se sont peu à peu déliées dans les médias, si bien que depuis le début des années 2000, les noms des membres du commando qui s'était rendu à Seraing le 18 août 1950 pour exécuter Lahaut étaient connus. Néanmoins, de nombreuses zones d'ombre subsistaient quant à leurs mobiles d'action, les réseaux dans lesquels ils gravitaient, les soutiens dont ils avaient bénéficié, etc. Pour élucider

enfin ce drame énigmatique vieux de plus d'un demi-siècle, le Sénat a pris l'initiative en décembre 2008 de solliciter une étude scientifique visant à fournir une connaissance détaillée des faits et de leur contexte (déroulement des événements, rôle tenu par les auteurs – exécutants et commanditaires – motivations, méthodologie) et à analyser l'enquête judiciaire menée à l'époque. La recherche fut confiée au CegeSoma qui sollicita trois historiens expérimentés pour la mener à bien : E. Gerard, professeur à la *KU Leuven*, spécialiste de l'histoire politique belge et déjà appelé comme expert lors de l'enquête parlementaire sur l'assassinat de Patrice Lumumba (2000-2002); F. Muller, auteure d'une thèse très remarquée sur la Cour de cassation et donc rôtée à l'histoire des institutions judiciaires belges; et enfin W. De Ridder, praticien chevronné de l'histoire sociale et intellectuelle de gauche.

Agissant dans ce cadre bien défini, les historiens étaient confrontés à une tâche de grande ampleur : l'enquête judiciaire n'a pas résolu officiellement le cas, il n'y a plus de témoins en vie, peu d'éléments matériels et *a fortiori*, pas de preuve tangible mais des documents éparpillés aux quatre coins du pays et relevant la plupart du temps d'instances réticentes à communiquer leurs informations (police judiciaire, parquets, Sûreté de l'État et Renseignement militaire...).

Pour livrer le compte rendu de leur travail publié en 2015, les trois experts replacent le déroulement de l'attentat dans le contexte politique de l'époque (Question royale, fameux cri "Vive la République" qu'aurait lancé Lahaut lors de la prestation de serment du roi Baudouin, intensification de la guerre froide). Le lecteur suit ensuite leur enquête

au fur et à mesure de leurs découvertes archivistiques, en commençant par l'immense dossier de l'instruction (11.000 pages non classées). Les auteurs approfondissent alors les diverses pistes suivies par les enquêteurs de l'époque, les complétant et les recoupant *a posteriori*, tout en nous livrant les données dont chaque acteur disposait à chaque étape de l'investigation. Ceci leur permet à la fois de "disculper" ceux qui ont consciencieusement fait leur travail avec les moyens mis à leur disposition (juges d'instruction) et de repérer par ailleurs les failles et les dysfonctionnements dans le déroulement de l'enquête. Progressivement, ils en arrivent à un noyau concentrant les "trous noirs", les zones d'ombre, où gravitent un homme et son réseau anticommuniste étroitement connectés aux milieux policiers, judiciaires, militaires, financiers et politiques belges. Les tentacules de cette structure secrète ont largement freiné – voire bloqué – la résolution de l'énigme Lahaut.

Les résultats auxquels sont parvenus les trois historiens démontrent qu'ils ont parfaitement rempli le mandat qui leur avait été confié. Ils ont mieux cerné les personnalités des *exécutants* (dont François Goossens) et ont établi que le réseau anticommuniste d'André Moyen était responsable de l'attentat, même si on ignore toujours *qui* a été à l'initiative de l'ordre d'exécution du président du PCB. Quant au processus qui finalement aboutira à l'assassinat, on sait à présent qu'il remonte à plusieurs années. La branche anversoise du réseau – le BACB – avait déjà projeté la liquidation de Lahaut en 1948, mais le plan avait dû être abandonné à cause d'une dénonciation. Celle-ci n'avait pas eu de suite, car l'inspecteur de la police judiciaire à qui l'indicateur s'était adressé, appartenait lui-

même au réseau d'André Moyen... Voilà un premier exemple rocambolesque de collusion établi par Gerard, Muller et De Ridder entre enquêteurs et comploteurs. Après le déclenchement de la guerre en Corée et la radicalisation de l'affrontement Est-Ouest, l'imminence d'une troisième guerre mondiale contre le communisme ne fait aucun doute pour Moyen et consorts. La plupart avaient joué un rôle dans la lutte contre l'Occupant allemand. C'est ainsi que selon les trois experts, l'élimination de Julien Lahaut est conçue comme un acte de guerre visant à se débarrasser d'un traître, à l'instar des opérations-chocs menées pendant la Deuxième guerre. Toutefois, leur enquête ne permet pas de savoir précisément comment l'attentat a été *préparé*, même si elle en a minutieusement reconstitué la phase d'exécution. Enfin, l'originalité des 350 pages de *Qui a tué Julien Lahaut* est certainement de répondre à la question : "*pourquoi* n'a-t-on jamais su qui a tué Lahaut" ? Si l'enquête s'est enlue, c'est d'une part en raison de la "synarchie", c'est-à-dire de cette communauté de vues et d'intérêts qui liait André Moyen à des personnalités haut placées dans les milieux financiers, politiques et militaires. Ces autorités préféreront garder le silence sur leurs accointances avec Moyen et ses services, mais surtout elles scelleront des informations qui auraient pu aider la justice à faire la lumière sur ce meurtre. D'autre part, dans les cercles des PJ d'Anvers, de Liège et de Bruxelles, certaines "taupes" vont également faire obstacle à la remontée d'informations sensibles vers le juge d'instruction. Enfin, troisième élément d'explication clairement identifié par les trois historiens : le cloisonnement des services (PJ, gendarmerie, Sûreté et sous-entités géographiques à l'intérieur de chaque institution), et de ce fait la fragmentation des

informations qui empêche par exemple le juge d'instruction de se constituer une vue globale de l'affaire. La multiplication des subdivisions se complique par le formalisme de la hiérarchie, exigeant des procédures longues et complexes, retardant ou court-circuitant la circulation des renseignements.

En outre, on peut dire que les chercheurs ont été au-delà du mandat qui leur avait été attribué. Ils ont mis à jour tout le fonctionnement des réseaux belges anticommunistes de renseignement et d'action à l'époque de la guerre froide, identifiant les agents, leurs connexions, leur méthodologie, dessinant leur background intellectuel et idéologique. Ils ont aussi dégagé la structure de ces réseaux en strates, en distinguant les bailleurs de fonds, les coordinateurs, leurs relais, les collecteurs et les destinataires des renseignements et enfin, les exécutants des groupes de choc. L'immense défi était notamment de trouver les points de connexion entre ces strates qui, par définition pour des réseaux secrets, se devaient d'être étanches. Ils ont aussi été confrontés aux dires de mystificateurs dont ils ont réussi à démanteler les élucubrations. Le travail de critique historique a donc été mené de mains de maîtres.

Certes, d'aucuns reprocheraient au récit les fréquentes répétitions de données ou de faits qui rendent la lecture quelque peu fastidieuse. Toutefois, on comprend la nécessité de ces synthèses et de ces bilans périodiques vu la complexité de l'affaire et on peut même dire que ces rappels "font du bien" quand ils résument un épisode particulièrement compliqué. Néanmoins, on ressent dans certaines présentations biographiques le souci du détail dont on ne comprend pas toujours l'utilité directe dans le cadre de l'enquête.

Petit regret encore, le volume édité par La Renaissance du livre ne comporte ni index des noms, ni bibliographie générale. Dommage pour une publication de scientifiques... Au niveau des sources, si le dépouillement des archives belges semble satisfaisant vu l'ampleur des fonds consultés, dont certains inédits et difficiles d'accès, il n'en reste pas moins que des documents manquent à l'appel, par exemple les archives diplomatiques belges ou celles de la Sûreté congolaise, qui contiennent pourtant de nombreuses pièces concernant André Moyen et les répercussions de son action à l'étranger. Précisément, la consultation des fonds à l'étranger s'avère très limitée en dehors de quelques dossiers aux archives nationales américaines. Ceci nous amène à formuler quelques pistes qui auraient pu être creusées au niveau du fond : dans quelles circonstances les agents d'André Moyen au Congo ont-ils été exclus de la colonie et pourquoi ont-ils été réintégrés sans autre forme de procès dans les services policiers belges ? Quel était le rayonnement international du réseau de Moyen ? L'étude des documents existant à propos de son impact hors des frontières belges aurait pourtant pu contribuer à démontrer toute l'habileté et la dangerosité du personnage et à étayer davantage encore certaines hypothèses de l'ouvrage (force de la "synarchie" en vigueur en Belgique, cloisonnement des informations et des systèmes, méthodes d'intoxication et stratégies de manipulation)... Dans le même ordre d'idées, on reste un peu sur sa faim en matière de contextualisation de la lutte anticommuniste à l'échelle mondiale : la Belgique fait-elle figure d'exception en matière d'attentat politique de ce type et dans la manière dont elle l'a traité ? En Belgique même, le poids politique du communisme à l'époque des faits était-il proportionnel à

la violence des réactions à son encontre ou s'agissait-il plutôt d'une menace fantasmée, alibi d'un renforcement sécuritaire et autoritaire ?

Sans céder à la paranoïa, il faut garder en tête bien entendu que cette enquête de trois historiens indépendants a néanmoins été commanditée et financée par l'État. Par définition, la suspicion est toujours possible mais en même temps, reconnaissons qu'une enquête "privée" risquait encore bien plus d'être "orientée". Comme dans le cas de la Commission Lumumba, certains auront beau jeu de critiquer des résultats qui ne leur conviennent pas. Mais il nous semble que les auteurs ont rempli correctement leur rôle d'historiens, en se gardant de "juger" ou de "sauver de l'oubli" un épisode-clé en vertu d'un "devoir de mémoire" envers une victime du passé politique belge. Leur ouvrage met à la disposition de leurs contemporains les connaissances engendrées grâce à une rigoureuse enquête heuristique et critique, reconstituant les tenants et aboutissants d'une énigme ayant déjà fait couler beaucoup d'encre. En saluant un style clair et vivant qui ménage le suspense, nous pouvons dire que ce genre d'ouvrage vulgarise – au sens noble du terme – des questions critiques, épineuses, relatives au fonctionnement de la justice, de la police et à l'État de droit, dont l'essence même a été malmenée tant par l'affaire Lahaut que par des affaires postérieures qui ont révélé le même genre d'incuries. Dès lors, cette étude n'inciterait-elle pas le lecteur à exercer son rôle de citoyen compréhensif mais critique, et à exiger qu'un régime démocratique, ses institutions et ses représentants tirent les leçons des erreurs du passé ? En ce sens, laissons au Dalai-Lama le mot de la fin : "Les seules vraies

erreurs sont celles que nous commettons à répétition. Les autres sont des occasions d'apprentissage".

Anne-Sophie Gijs

RUDOLF KERN

Victor Tedesco – ein früher Gefährte von Karl Marx in Belgien. Sein Leben, Denken und Wirken in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts

(Studien zur Geschichte und Kultur Nordwesteuropas, Band 26)

Münster/New York, Waxman, 2014, ill., 807 p.

Zegt de naam van Victor Tedesco nog iets aan de gemiddelde Belgische historicus? Wellicht niet zo bijster veel. Bij verzamelaars van "socialistica", die ongetwijfeld de oude *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique* van Louis Bertrand zullen bezitten, is de kans groter. Bertrand schonk immers aandacht aan de onrust van 1848 en aan de vaudeville die een Belgisch legioen opvoerde bij *Risquons-Tout*: Tedesco speelde een kleine rol in dat verhaal en dat bracht hem uiteindelijk in de gevangenis. In de naoorlogse geschiedschrijving van de arbeidersbeweging kreeg Tedesco wat zijdelingse aandacht, vooral bij Julien Kuypers. Nadien kwam Tedesco hooguit in een voetnoot aan bod. Het is deze grotendeels vergeten figuur die Rudolf Kern, emeritus Duitse taalkunde, opnieuw onder de aandacht wil brengen met een vuistdikke biografie: meer dan 800 pagina's met hardcover, voorwaar! De republikein en communist Tedesco, hier nadrukkelijk naar voor geschoven als metgezel van de jonge Marx, had Italiaanse roots. Zijn grootvader was uit Parma uitgeweken naar Luxemburg. Victors vader zag daar het levenslicht op een moment dat de regio samen met het toekomstige België door de Franse revolutionaire oorlogen werd

meegesleept, eerst onder Frans gezag kwam, nadien onder Nederlands bewind. Vader startte toen niet alleen een administratieve carrière, maar zou ook goed huwen en als migrantenzoon de sociale ladder beklimmen. Victor Tedesco zelf werd geboren in 1821. Na de Belgische omwenteling kwam het gezin terecht in Aarlen. De jonge Tedesco was een mediokere scholier. Toch schreef hij zich in in de mijnbouwschool van de universiteit van Luik. Indien hij al met overtuiging aan het curriculum begon, veel ijver zou hij ook daar niet tonen. De jonge Tedesco was meer geboeid door politiek. Hij zou die studie niet afronden, maar overstappen naar de rechtsfaculteit. Daar ging het beter: in 1847 zou hij afstuderen en proberen om als stagiair advocaat aan de bak te komen. Zijn politiek engagement was echter niet getemperd, integendeel, Tedesco kwam in contact met militante academici als Destrivaux die hem vooral zouden aanmoedigen tot een nog grotere betrokkenheid bij het politieke leven in de vurige stede.

Tedesco maakte zijn debuut in de studentenpolitiek wanneer Luxemburg moest worden gesplitst. Daartegen werd in Luik en Brussel een breed verzet georganiseerd dat weliswaar geen succes zou genereren maar waaruit wel radicale studentennetwerken zouden groeien. Tedesco zou daar nauwe banden mee onderhouden en ook contact leggen met vooruitstrevende academici zoals Altmeyer. Enkele jaren nadien werd Tedesco op jonge leeftijd vrijmetselaar (het was toen niet ongewoon dat men nog tijdens de studiejaren toetrad) in de Luikse loge die in de daarop volgende jaren een belangrijke focus van zijn engagement zou zijn. Tedesco vervulde er meerdere functies en vond er een forum om zijn ideeën kenbaar te

maken : het was immers daar dat hij zijn eerste pleidooien hield voor democratie en sociale hervorming. De Luikse loge was niet alleen een intellectueel laboratorium waar radicale ideeën konden rijpen. Ze was ook het draagvlak voor de linkervleugel van de liberale partij. Van daar uit probeerde die immers front te vormen tegen de doctrinairers rond Frère-Orban. Eén en ander leidde tot een splitsing waarbij Frère-Orban de Luikse loge zou viseren als instrument van malcontenten die de scheuring onvermijdelijk maakten.

Het electoraal bestel maakte een dergelijk schisma al te nadelig voor de liberale opinie. Zo werden snel getracht opnieuw tot een fusie te komen. Radicalen als Tedesco waren daar fel op tegen, maar konden de toenadering niet tegenhouden. De partij werd herenigd en het radicale element kwam gemarginaliseerd te staan. Tedesco schoof daardoor naar links om te gaan aanleunen bij de democratische beweging en de eerste communistische stromingen in het land. Het boek gaat uitgebreid in op de rol die Karl Marx en de Duitse immigrantenkringen in dat kader zouden spelen. Kern maakt daarbij een interessant oefening historische kritiek waarbij hij aantoont dat de hypothese als zouden Marx en Tedesco via contacten tussen de respectieve vaders elkaar reeds in hun jeugd hebben ontmoet naar het rijk der fabels verwezen mag worden. Dat neemt echter niet weg dat Tedesco in marxistisch vaarwater terecht kwam, persoonlijk met Marx correspondeerde (al moet men de intensiteit van die contacten niet overdrijven : uiteindelijk heeft hij aan Marx slechts drie brieven geschreven) en een niet onbelangrijke rol zou gaan spelen in de kringen die Marx ook frequenteerde.

Dit radicale milieu stuitte evenwel op het uitwijzingsbeleid van de overheid ten aanzien van radicale buitenlanders. Aldus werd een repressief beleid in beweging gezet dat een bijdrage zou leveren aan het kortwieken van de democratische beweging. Of die repressiepolitiek daartoe echt noodwendig was, mag worden betwijfeld. De maatregelen om de democratische beweging de wind uit de zeilen te nemen waren zeker zeer efficiënt. Anderzijds ontbrak het de democraten aan doortastende leiders om de dynamiek van 1848 te kunnen omzetten in een regimewissel, voor zover er al een voldoende grote sociale basis voorhanden zou zijn geweest. Het boek gaat uiteraard diep in op de rol die Tedesco zelf zou spelen in die onrustige dagen. Eigenlijk had het allemaal niet veel te betekenen maar het was genoeg om hem in het vizier van het gerecht te brengen. Na de vondst van ogenschijnlijk "bezwarende" stukken werd Tedesco aangehouden. Hij werd één van de beklagden in het zgh. *Risquons-Tout*-proces. Omwille van "hoogverraad" werd Tedesco – met een erg magere bewijsgrond – ter dood veroordeeld, wat dan werd omgezet naar 20 jaar gevangenis.

Tijdens de eerste periode van opsluiting speelde Tedesco nog zekere rol. Hij was één van de vroegste vertalers van het communistisch manifest en leverde ook een bijdrage aan de *Redaktionsgeschichte* van de beroemde tekst zelf. Het bekendst evenwel was Tedesco's *Catéchisme du prolétaire*, een klassieker van de vroege arbeidersbeweging die Kern omschrijft als "*eine der Arbeiterwelt in Inhalt und Form pädagogisch angepasste revolutionäre Aufklärungsschrift in gestochen scharfer, gut verständlicher, volksfreundlicher Sprache*" (p. 588). Niet onbelangrijk was verder de lange

tekst die Tedesco schreef voor het tweede democratisch congres van 1849. Nadien werd het evenwel stil : in de citadel van Huy zou Tedesco nog wel intensief lezen en studeren, maar radicale geschriften bleven uit. De veroordeelden van het *Risquons-Tout*-proces werden druppelsgewijs vrijgelaten, maar voor Tedesco duurde het tot 1854 vooraleer hij de gevangenis mocht verlaten : hij weigerde immers een genadeverzoek in te dienen. Uiteindelijk zou de zieke Tedesco dat toch doen. Was het alleen ontbering die hem ertoe bewoog om het hoofd te buigen ? Kennelijk was er meer aan de hand. De gevangenis hadden Tedesco wel degelijk “getemd”. Op zich was dat niet ongewoon : Kern wijst op vergelijkbare trajecten van Duitse revolutionairen die zich ook de klauwen geknipt zouden zien. Hoe Tedesco tot “inkeer” kwam, blijft grotendeels in de schaduw evenwel. De bronnen lieten wellicht niet toe om dat nader te doorgronden. De ommekeer was alvast ingrijpend. Na zijn vrijlating ging hij bij zijn vader inwonen in Aarlen en voor de rest van zijn leven toonde hij zich een brave burger: gewaardeerd advocaat, gehuwd in de goeude klasse, met nog een bescheiden carrière als gematigd liberaal politicus. Sociale gevoeligheid zou Tedesco blijven tonen maar één en ander gebeurde nu strikt binnen de grenzen van de liberale filantropie. Tedesco overleed te Brussel in 1897.

Is dit nu een biografie die de lezer-historicus voldoening biedt ? Niet helemaal. Het geheel steunt doorgaans op een grondige heuristiek waarbij veel archieffondsen werden doorploegd en een breed palet aan kranten werd geraadpleegd, niet alleen om de details inzake Tedesco zelf op te spitten (er is geen echt persoonlijk archief) maar ook om de

diverse milieus rondom de kernfiguur in kaart te brengen. Dat is evenwel niet op elk punt even overtuigend gebeurd. Het zo belangrijke maçonnieke luik steunt slechts op één welbekende bronnenuitgave, zonder te proberen – of dat blijkt toch niet uit de tekst – meer archief op te sporen. Nochtans is er wel degelijk vrij beschikbaar archief over de 19^{de}-eeuwse Luikse maçonnerie te vinden (o.m. in het in 2002 gerestitueerde Moskou-fonds). Storender zijn de gaten in de bibliografie, waarbij meermaals enkel verouderde literatuur wordt gebruikt. Zo lijkt het wel, opnieuw wat de maçonnieke geschiedenis betreft, alsof er daar de laatste dertig jaar niets aan onderzoek is gebeurd. Om de Brusselse taaltoestanden te schetsen, wordt gesteund op werken uit de jaren 1950: nochtans is op dat terrein veel geschreven nadien. Hetzelfde geldt voor de recentere literatuur over de polonofilie, over Verhaegen, over het fourierisme etc. Dat leidt er soms toe dat bepaalde aspecten niet goed uit de verf komen : zeker wat het maçonnieke engagement van Tedesco betreft, merkt men meermaals dat de auteur moeite heeft om die realiteit precies te vatten en wordt er al eens in banaliteiten vervallen.

Het geheel blijft ook te zeer op een louter descriptief niveau hangen en wordt dikwijls onnodig breedvoerig. Het opzet om “*so quellennah wie möglich*” te schrijven, werd daarbij wat te letterlijk opgevat, met vaak erg lange reproducties of samenvattingen van de bronnen. Meermaals krijgt men van het goede teveel, niet zelden om dan dingen te lezen die al grotendeels bekend waren. 807 pagina’s is wel erg ruim bemeten voor een kleine revolutionair met een beperkte tekstproductie en een vrij gelimiteerde rol in de geschiedenis van de democratie en het socialisme in dit land.

Wat meer synthesezin ware hier dus zeker op zijn plaats geweest. Kern gaat in zijn boek ook geen debat aan met de meer bespiegelende literatuur over de plaats van de biografie in de hedendaagse geschiedschrijving. Hij probeert zijn hoofdfiguur wel te gebruiken om de rol van wat bredere milieus te schetsen, maar tot een *histoire-problème* komt het niet echt. Stellig, Tedesco was slechts een “kleine” garnaal in de “grote” geschiedenis van de sociale beweging(en) in dit land. We weten echter – vier decennia na de grensverleggende boeken van Ginzburg, Levi e.a. – dat die kleine of vergeten individuen wel degelijk de sleutel kunnen vormen voor sprankelende geschiedkundige analyses die hun *dramatis personae* ver overstijgen.

Jeffrey Tyssens

ELS WITTE, WALTER PREVENIER & HANS ROMBAUT (ÉD.)

De bewogen beginjaren van de Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten 1938-1949

Bruxelles, Koninklijke Vlaamse Academie Press, 2013, Reeks Academica nr. 7, 192 p.

L'ouvrage, issu d'un symposium organisé en 2013 à l'occasion du 75^e anniversaire de la fondation de la *Koninklijke Vlaamse Academie van België voor Wetenschappen en Kunsten*, offre une vue très instructive sur ses dix premières années d'existence de 1938 à 1949. Elles sont, en effet, marquées par le contexte des revendications linguistiques des années 1930, la seconde guerre mondiale ainsi que l'après-guerre traversée en Belgique par des tendances unitaristes, antiflamingantes et internationalistes.

Trois analyses forment le cœur du livre : la première porte sur les circonstances et

conditions de l'établissement de l'Académie royale flamande des Sciences, des Lettres et des Arts de Belgique : Bruno de Wever et Christophe Verbruggen, *'Dat noemt men de nationale wetenschap'*. *De stichtingsgeschiedenis van de KVAB (1936-1940)*; la deuxième traite de l'Académie durant la guerre : Dirk Martin, *De Koninklijke Vlaamse Academie voor Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België tijdens de bezetting 1940-1944 : business as usual*; et la troisième a comme objet l'immédiat après-guerre : Nico Wouters, *De Vlaamse Academie tussen droom en realiteit (1944-1949)*. Ces analyses sont précédées d'une introduction par Els Witte qui les replace dans le contexte historiographique de l'histoire des institutions scientifiques que sont les académies : *De bewogen beginjaren van de KVAB (1938-1949) : een bijdrage aan de geschiedenis van Academiën*.

Des éléments proposographiques sont, en outre, fournis : publication des listes des candidats pour la KVAB nouvellement créée; notices biographiques des deux premiers secrétaires perpétuels (Alfred Schoep et Jean Haesaert); répertoire biographique des membres de 1938 à 1949.

Deux lignes majeures de discussion orientent les exposés analytiques et synthétiques sur l'histoire de l'académie. La première concerne la question culturelle et linguistique : la création de la KVAB participe, en effet, des objectifs du mouvement flamand visant la création d'institutions scientifiques comme la *Koninklijke Academie voor Nederlandse Taal en Letterkunde (KANTL)* à Gand en 1886 et la flamandisation de l'Université de Gand en 1930, laquelle prend place dans le contexte du vote de plusieurs lois

linguistiques au début des années trente. Différents modèles ont d'ailleurs été proposés pour l'établissement de l'Académie royale flamande. Ils illustrent la tension entre, d'un côté, l'universalité de la science et, de l'autre, la volonté d'émancipation culturelle : ces modèles vont, en effet, du maintien de l'Académie flamande dans l'Académie royale de Belgique (ARB) à son autonomie totale (qui est la solution retenue finalement). La seconde ligne porte sur le choix à opérer entre une institution tournée vers une activité scientifique érudite dans la tradition classique des Académies ou une institution visant la popularisation du savoir à l'instar de la *KANTL* à Gand. C'est la première solution qui prévaudra en vertu du rôle premier d'une Académie d'envergure nationale et internationale.

La création de la *KVAB* reflète, au sens large, l'histoire communautaire belge, comme l'indiquent de Wever et Verbruggen. Ils mettent en évidence le rôle de l'homme politique et intellectuel catholique flamand Frans van Cauwelaert dans l'établissement de cette institution dont il sera le premier président ainsi que du socialiste Camille Huymans, tenants d'un "programme minimal" lequel se limitait à réformer l'ARB en classes francophones et en classes néerlandophones. Ils montrent aussi les résistances, notamment de Jules Bordet plaidant en faveur de la liberté linguistique en matière de science, laquelle reflète la conception alors dominante de la prépondérance internationale du français. Entre le programme minimal et les deux autres voies possibles, celle de la scission de l'ARB en deux sections disposant de droit égaux et celle de l'autonomie de l'Académie royale flamande des Sciences, des Lettres et Sciences morales et politiques et des Beaux-arts, c'est

la dernière qui sera finalement privilégiée. Ce processus de discussion, de négociation et de décision avec les différents acteurs issus de l'ARB, du monde politique belge et du monde culturel flamand jusqu'à la séance officielle d'ouverture de la *KVAB* en présence du roi et la première année de son existence est retracé avec beaucoup de précision par les deux auteurs de cette contribution.

La seconde guerre mondiale ne marque pas une rupture totale pour l'Académie flamande. À l'instar de la plupart des universités belges comme des académies étrangères, elle poursuit ses travaux et publie son bulletin de même que des articles et monographies, certes sous le contrôle de l'administration d'occupation allemande. Elle procède même à l'élection de nouveaux membres. Cela dit, l'Académie flamande ne s'est pas montrée favorable à des échanges étroits avec la *Kulturabteilung*, que cela soit pour l'organisation d'une exposition Rubens à Anvers ou pour l'accueil de professeurs allemands (*Gastprofessoren*); néanmoins, elle continue à envoyer ses publications à des institutions scientifiques allemandes de renom et ne rechigne pas à recevoir certains abonnements gratuits à des quotidiens allemands. Une collaboration au sens politique du terme, adhérent à l'idéologie de l'occupant et soutenant ses buts, est le fait de quelques-uns de ses membres, mais pas de l'Académie en tant qu'institution, comme le montre de manière convaincante Martin.

Dans l'après-guerre, l'Académie fait toutefois l'objet d'une "épuration" qui s'adresse, de manière anodine, à certains fonds d'archives qualifiés de strictement confidentiels et donc interdits de consultation, ainsi que le décrit Wouters. Cette épuration porte surtout sur certains de ses membres contraints de

démissionner suite à des poursuites pour faits de collaboration : ces dernières ne sont pas réalisées par l'Académie, mais par des commissions d'enquête extérieures. La façon peu scrupuleuse dont ce travail a été mené dans certains cas a conduit d'ailleurs à réviser certains jugements comme pour le secrétaire perpétuel Schoep. L'autre défi de l'après-guerre est la relance des activités de l'académie avec la discussion sur l'impact négatif de la guerre sur les jeunes générations et le rôle sociétal que pourrait jouer l'Académie. Enfin, l'Académie doit mener le combat contre le souhait de réformes par le Premier ministre Huymans, lequel appelle de ses vœux une seule et unique Académie de Belgique comportant une partie francophone et une partie néerlandophone. Cette vision unitariste, émise par ce socialiste flamand qui avait porté à bien le projet de la KVAB indépendante en 1938, illustre les enjeux du contexte d'après-guerre. En effet, les stigmates de la guerre et de la collaboration flamingante peuvent expliquer un tel revirement. Mais une autre raison, moins apparente, peut également fournir un élément d'explication, à savoir le renforcement du caractère catholique de la KVAB par la politique de nomination de ses membres après 1945, comme le souligne Wouters. Par ces aspects et d'autres encore relatifs aux institutions de la KVAB, ces années de 1944 à 1949 constituent un moment de crise dont elle sortira finalement renforcée, en tous les cas par rapport au maintien des fondements de son autonomie établis en 1938-39.

Ce livre offre une avancée dans l'histoire des institutions scientifiques en Belgique. Il donne des cadres d'analyse et d'interprétation pertinents combinant analyse des discours et mise en contexte; il se conçoit également

comme un document-source et un ouvrage de référence par les renseignements fournis sur les membres de l'Académie. Comme le suggère Els Witte, les contributions présentées ici sur l'histoire de l'Académie invitent à pousser la recherche encore plus loin, notamment en s'intéressant au rôle de l'Académie dans l'évolution des domaines et des disciplines scientifiques en Belgique de même qu'à la représentativité des membres de l'Académie dans les différents domaines du savoir et des arts. Il s'agit donc d'une lecture utile et informative, qui encourage la réflexion et la recherche. Ces dernières pourraient toutefois accentuer la dimension comparative : en effet, mis à part la brève comparaison avec l'attitude des académies étrangères pendant la seconde guerre mondiale et le renvoi historiographique à la recherche étrangère, cette dimension est peu présente dans l'ouvrage.

Geneviève Warland

IV. Sociaal-economische geschiedenis - Histoire socio-économique - Socio-economic History

BART DELBROEK

In de put. De arbeidsmarkt voor mijnwerkers in Belgisch-Limburg, 1900-1966

(*Maaslandse Monografieën 79*)

Hilversum, 2016, 245 p.

De mijnen in België en Nederland zijn al enige decennia gesloten (sinds 1992 resp. 1976), maar nog steeds verschijnen studies over deze sector. Recentelijk zagen drie verwante studies het licht over de arbeidsmarkt in het Luikse, het Nederlands-Limburgse en als laatste het Belgisch-Limburgse of Kempische kolenbekken; alle als

een deel van de Maaslandse Monografieën, die juist op deze drie gebieden betrekking hebben⁶. Het Kempische bekken kwam het laatst in exploitatie, en omvatte de mijnen van Winterslag (1917-1988), Beringen (1922-1989), Eisden (1923-1987), Waterschei (1924-1987), Zwartberg (1925-1966), Zolder (1930-1992) en Houthalen (1938-1992). De mijnen werden aangelegd en geëxploiteerd door Franse en Waalse maatschappijen, veelal actief in de ijzerindustrie; de Kempische mijnen leverden de brandstof voor de smelterijen. Daarnaast speelden grote Brusselse banken een rol bij het verschaffen van kapitaal. De hoofdzetels waren met uitzondering van Beringen niet in dit gebied gevestigd. De relatief late ontwikkeling van dit bekken en de aanwezigheid van constantere en dikere kolenlagen (ruim 100 cm tegen 75 cm in Wallonië) maakten een modernere en efficiëntere exploitatie mogelijk, waarbij per arbeider meer kapitaal geïnvesteerd werd. Maar mijnarbeid bleef desondanks veel arbeid vragen, en op het hoogtepunt van de productie, in 1948, bedroeg dit aantal 44.000; de jaren daarna lieten enerzijds sterke schommelingen zien (die overigens ook in eerdere jaren optraden), maar anderzijds een trendmatige daling tot ruim 31.000 in 1965. Deze werd veroorzaakt door de concurrentie van goedkopere kolen, eerst in de omliggende landen, maar later ook in landen als Polen, Brazilië en Zuid-Afrika, waar de arbeidskosten veel lager waren, en door de opkomst van aardolie en aardgas als alternatieve energiebronnen. In 1966 werd de eerste Kempische mijn, Zwartberg, gesloten, wat tot heftige protesten leidde; de overheid nam vervolgens de regie bij de fusie van de

mijnmaatschappijen tot de N.V. Kempische Steenkoolmijnen (KS) over met als doel om die gefaseerd te sluiten. Daarbij raakte de overheid steeds meer financieel betrokken, en uiteindelijk ook beleidsmatig, zodat de KS in 1987 feitelijk een staatsbedrijf werd.

Zolang de mijnen nog operationeel waren, was de voorziening van voldoende arbeidskrachten een voortdurende bron van zorg voor de directies. Bart Delbroek heeft dit probleem tot onderwerp gemaakt van een boeiende studie, waarin vooral de positie van de werkgevers goed wordt uitgediept. Hij had hiervoor een overvloed aan literatuur en archiefbestanden tot zijn beschikking over de zeven mijnen. De vraag naar arbeidskrachten werd voor hun bepaald door de markt voor steenkolen, de technologische vernieuwingen in de kolenwinning en het sociaaleconomische overheidsbeleid, zoals voorschriften voor de maximale arbeidstijd, veiligheid en gezondheid, en arrangementen op het gebied van sociale zekerheid. Het werkgeversbeleid kampte echter met een ingebouwd dilemma : enerzijds de wens om de mijnarbeiders maximaal te disciplineren en hun productiviteit te verhogen, anderzijds door de wens om steeds voldoende arbeiders aan de mijnen te binden.

De Kempische mijnwerkgevers namen een sterk dominante positie in binnen het systeem van de regionale machtsverhoudingen. Delbroek gaat hierop uitvoerig in, en werkt dit met name uit naar het individuele beloningsstelsel en het leven in de door hen gebouwde mijnwerkersdorpen (cités); deze passages behoren tot de sterkste uit zijn studie.

6. De andere twee studies zijn : SERGE LANGEWEG, *Mijnbouw en arbeidsmarkt in Nederlands-Limburg. Herkomst, werving, mobiliteit en binding van mijnwerkers tussen 1900 en 1965*, deel 75, Hilversum, 2011 en LEEN ROELS, *Het tekort. Studies over de arbeidsmarkt voor mijnwerkers in het Luikse kolenbekken vanaf het einde van de 19e eeuw tot 1974*, deel 77, Hilversum, 2014.).

In deze mijnen kon het management een zeer strakke arbeidsorde opleggen, waarbij niet alleen het werktempo en de arbeidsdiscipline strak werden gecontroleerd, maar ook de betaalde lonen eenzijdig konden naar boven of beneden worden bijgesteld, afhankelijk van het oordeel van de opzichters (*porions*), die de arbeiders als goed, gemiddeld of slecht bestempelden; daarnaast legden ze voor allerlei (vermeende) inbreuken op de arbeidsdiscipline boetes op. Gezamenlijke loonacties werden daardoor sterk bemoeilijkt. Daarbij moet wel worden opgemerkt dat de mijnwerkerslonen veel hoger waren dan die van andere arbeiders, en zeker uitstegen boven de verdiensten die uit agrarische activiteiten konden worden gehaald.

Een soortgelijk verdeel-en-heersmechanisme werd toegepast in de cités, die rond de meeste mijnen werden gesticht door Franse en Waalse mijnondernemingen, in navolging van eerdere, soortgelijke projecten in hun herkomstgebied. Deze cités waren vooral bedoeld voor de van buiten de regio, meestal uit het buitenland aangetrokken arbeiders, die zich blijvend zouden vestigen rond hun nieuwe werk. De woningen waren aantrekkelijk: in deze tuinsteden waren die goedkoper en ruimer dan elders, en bovendien voorzien van veel groen. De werkgevers zorgden voor een complete sociaal-culturele infrastructuur en bouwden zelfs kerken. Er werd echter een strikte controle uitgeoefend op de gedragingen van de bewoners, en de huur werd, net als bij de lonen, verhoogd of verlaagd als de directie daartoe aanleiding zag. Ongeoorloofd werkverzuim kon een motief zijn voor verhoging, evenals de onwil om zoons in de mijn te laten werken; omgekeerd kon het in huis nemen van kostgangers

die in de mijn werkten, of zoons die wel ondergronds gingen, tot een huurverlaging leiden. Bij ontslag moet het huis op zeer korte termijn worden ontruimd.

Wat konden de mijnwerkers hier tegenover stellen? Sterke vakorganisaties zijn er niet tot bloei gekomen, in tegenstelling tot in Wallonië. Stakingen kwamen nauwelijks voor, en over andere verzetsdaden vernemen we weinig. Delbroek stelt eigenlijk onomwonden, dat het enige dat de arbeiders konden doen, was stemmen met hun voeten door elders werk te zoeken; dit was vooral de reactie van de buitenlandse arbeiders in de cités. De regionale beroepsbevolking in dit agrarische gebied had weinig op met mijnarbeid; veel arbeiders uit dit gebied, aangetrokken door de aanzienlijk hogere verdiensten, kwamen vaak niet opdagen en werkten dan op hun eigen grond. Een andere omvangrijke groep vormden de pendelaars, die via het openbaar vervoer (in de eerste decennia nog weinig ontwikkeld in dit niet sterk ontwikkelde gebied) of per pendelbus van de mijnen werden aangevoerd; de mijnen vergoedden daarbij een flink deel van de kosten – tenminste, bij regelmatig werken. Voor de arbeiders die niet konden terugvallen op een stukje grond (veelal de uit het buitenland afkomstige) was het alternatief om te gaan werken in de nabije mijnbekkens in Wallonië, Nederlands-Limburg of Duitsland. Overigens keerden ze ook weer terug, maar vaak niet met de bedoeling om zich blijvend aan de Kempische mijnen te binden; deze volatiliteit was kenmerkend voor vrijwel alle mijnbekkens.

Het beeld dat naar voren komt uit deze studie van Delbroek is reeds in grote lijnen

door anderen naar voren gebracht⁷. Wel kan men zeggen dat dit nu uitvoeriger wordt ondersteund met verhelderend cijfermateriaal, ontleend aan gedegen archiefstudie. Daarmee is dit boek zeker een waardevolle aanvulling op de eerdere literatuur. Toch moeten twee kanttekeningen worden gemaakt : deze betreffen de onderbelichting van het verzet van de mijnarbeiders, en het ontbreken van een comparatief perspectief.

In het inleidende hoofdstuk neemt hij het concept van de 'arbeidsmarkt als arena' tot leidraad, ontleend aan het gelijknamige boek van Jacques van Hoof⁸. Dat houdt in dat de arbeidsmarkt wordt opgevat als een veld waarin niet alleen allerlei krachten werkzaam zijn, zoals economische, demografische, technologische, sociologische en politieke, maar waarin vooral belangengroepen tegenover elkaar staan, die gebruik makend van deze krachten hun aspiraties willen verwezenlijken. De werkgevers komen daarbij goed uit de verf, maar de mijnarbeiders lijken vooral machteloze speelballen, wie niets anders rest om voortdurend van de ene mijn naar de andere te zwerven, of om nog zoveel mogelijk wat bij te verdienen op een lapje grond. Zijn er geen acties geweest om de ploegen op peil te houden, of om het werktempo binnen de perken te houden ? Toch wel : zo haalt Delbroek op p. 149 Pinxten aan, die zegt dat de invoering van een tijdmetingssysteem ('Bedaux') stuitte op 'den onverzettelijken tegenstand der arbeiders'. Vanuit de 'arenabenadering' mag de lezer hier toch wel meer

verwachten dan deze terloopse opmerking. In de arena treden ook geen vakbonden in de strijd⁹, en de katholieke kerk is goeddeels afwezig. De overheid fungeert tijdens de wordingsfase als de schepper van een wetgevend kader en laat daarna het terrein over aan de werkgevers. Summier wordt aangestipt dat deze keuze gepaard ging met een heftige politieke strijd in het parlement, waarbij met name de katholieke en socialistische stromingen gedaan kregen dat de werkdag werd beperkt tot 9 uur (inclusief ondergronds vervoer), verbod op vrouwen- en kinderarbeid, toezicht op de veiligheid en hygiëne en pensionering met 60 jaar bij 30 dienstjaren, te betalen uit een verplichte bijdrage van mijnwerkers en werkgevers aan een pensioenkas (Voorzorgskas). Maar er kwam geen staatsexploitatie naar het voorbeeld van de Nederlandse Staatsmijnen, die een minimumstandaard zetten waaraan de particuliere mijnen zich niet konden onttrekken (p. 28-29). De overheid werd overigens wel weer actief toen het besluit viel dat de mijnen dicht zouden moeten.

De sociale ontwikkeling van de Kempische mijnen vertoont grote verschillen met die in het aangrenzende Nederlands-Limburg, grofweg in dezelfde periode ontstaan, in homogeen katholieke gebieden met een agrarische bevolking, en onderdeel van hetzelfde geologische kolenvoorkomen. Maar daar zette de overheid de Staatsmijnen op (naast de particuliere mijnen, die ook in buitenlandse handen waren), waren de (sterke) vakbonden

7. Met name LUC MINTEN, "Op zoek naar mijnwerkers in een agrarische provincie", in BERT VAN DORSLAER e.a. (ed.), *Een eeuw steenkool in Limburg*, Tiel, 1992, p. 98-120, maar ook andere delen van deze publicatie. 8. JACQUES VAN HOOFF, *De arbeidsmarkt als arena. Arbeidsmarktproblemen in sociologisch perspectief*, Amsterdam, 1987. 9. Waar de index vakbonden vermeldt, gaat het steeds om woordvoerders die slechts commentaar geven op de slechte arbeidsomstandigheden; nergens staan die uitslatingen in een perspectief van vakactie.

betrokken bij het Mijnwerkersfonds en bij de opleiding voor jonge mijnwerkers, en werd na 1945 de Mijn Industrie Raad opgericht, een publiekrechtelijke bedrijfsorganisatie met grote invloed van de (katholieke) vakbonden, die toezicht hield op zaken als veiligheid en werving van personeel van alle mijnen. Die verschillen uitten zich ook op de arbeidsmarkt : in de Kempen is het percentage buitenlandse arbeiders altijd hoger geweest (zie p. 218-219) : het lag bijna altijd ruim boven de 30 %, met uitschieters van 55 % in 1945 (veel krijgsgevangenen) en 48 % in 1964, terwijl dit in Nederlands-Limburg in 1932 een piek bereikte met 32 % maar daarna sterk daalde en in de meeste jaren ver onder de 10 % bleef; dit was het gevolg van een breed gedragen beleid om voorrang te geven aan gehuwde 'eigen' arbeiders, gevolgd door ongehuwde, en pas daarna te kijken naar buitenlandse arbeidskrachten.

Het is jammer dat Delbroek dit comparatieve aspect niet heeft meegenomen; het had kunnen bijdragen aan het inzicht in het belang van sociale en politieke sturing. Het argument dat de dissertatie van Langeweg verscheen (in 2011), toen zijn eigen (dissertatie) onderzoek al was afgesloten, overtuigt niet echt, aangezien er inmiddels zeker 5 jaar verstreken zijn. Maar voor een vergelijkend onderzoek tussen beide gebieden kan zijn studie uiteraard wel een waardevolle bijdrage leveren.

Erik Nijhof

V. Geschiedenis van de Eerste Wereldoorlog - Histoire de la Première Guerre mondiale - History of the First World War

ELIANE GUBIN & HENK DE SMAELE

Femmes et hommes en guerre, 1914-1918. Gender@war

Waterloo, La Renaissance du Livre, 2015, 190 p.

L'ouvrage de Gubin et de Smaele constitue un prolongement de l'exposition du Centre d'Archives et de Recherches pour l'Histoire des Femmes (Carhif), qui s'est tenue au musée BELVue de septembre 2015 à janvier 2016. Intitulée *Gender@war 1914-1918*, cette exposition entendait montrer "le bouleversement de la vie des femmes et des hommes durant la Première Guerre mondiale"¹⁰, et ce dans une perspective d'histoire du genre. Assez logiquement, le livre propose au lecteur une riche iconographie reprise de l'exposition, mais il entend surtout lui offrir un contenu scientifique solide au travers d'"une synthèse des relations de genre pendant et après le conflit" (p.12). Et tout comme l'exposition, il entend donner une perspective transnationale et comparative à cette synthèse en prenant pour cadre les quatre principaux pays engagés sur le front occidental, à savoir l'Allemagne, la France, la Belgique et le Royaume-Uni. Autrement dit, ce ne sont pas seulement quatre pays, mais deux camps opposés et quatre communautés linguistiques qui sont prises en compte.

Le propos se structure autour de six chapitres, abordant successivement la mobilisation, la violence, le soutien à l'effort de guerre, la vie

10. <http://www.belvue.be/fr/activities/tijdelijke-tentoonstelling/genderwar-1914-1918> (consulté le 12 mai 2016).

en pays occupé, la vie sexuelle et conjugale, et enfin la sortie de guerre. Les aspects abordés sont par conséquent très nombreux, et comprennent aussi bien des thèmes très classiques (les infirmières par exemple) que d'autres méconnus et beaucoup plus originaux (les expulsions de femmes devenues ressortissantes d'une puissance ennemie après avoir contracté par force de loi la nationalité de leur mari). Toutes ces facettes permettent de saisir les nombreux paradoxes entourant les rapports de genre pendant et après le conflit, la guerre ravivant d'une part les assignations traditionnelles, et ouvrant de l'autre, par son ampleur et sa durée, un nombre croissant de brèches et d'espaces de transgression.

Rassembler un propos d'une telle ampleur en moins de 200 pages constituait une véritable gageure, mais le résultat obtenu n'en est pas moins de très bonne qualité. Les auteurs vont à l'essentiel tout en restant fins dans leur analyse et vivants dans leur développement. L'ensemble se lit d'ailleurs avec beaucoup de plaisir et peut susciter l'intérêt d'un large public aussi bien que de lecteurs plus avertis souhaitant disposer d'une vue d'ensemble sur la question du genre dans la Grande Guerre.

Malgré tout, quelques fissures ont résulté de la mise en œuvre du projet initial. D'une manière générale, les auteurs sont sans cesse ballotés entre un tableau général des sociétés en guerre et une analyse du genre proprement dit dans guerre, l'un n'étant d'ailleurs pas totalement séparable de l'autre. Et lorsqu'il s'agit de faire ressortir les questions de genre, les auteurs parviennent difficilement à toujours trouver un véritable équilibre entre les deux pôles. Le chapitre trois sur la participation à l'effort de guerre est ainsi

presque exclusivement saisi du point de vue féminin, si bien qu'il semble davantage ressortir de l'histoire des femmes que de l'histoire du genre. Les hommes y apparaissent surtout en creux, au travers de leur pénurie plutôt que par exemple en abordant les questions de masculinité dans les formes de participation à l'effort de guerre alternatives au port de l'uniforme.

L'ambition comparative de l'ouvrage, qui entend dégager constantes et divergences dans la manière dont la guerre affecte le genre dans les quatre pays abordés, est elle aussi rencontrée de manière assez inégale. En effet, la place accordée à chacun des quatre pays est extrêmement variable d'un chapitre à l'autre et, à vrai dire, rarement équilibrée. Le premier chapitre, consacré aux mobilisations, fait ainsi la part belle au cas français, au détriment des trois autres, tandis que dans le cinquième, abordant les relations intimes, la Belgique passe presque inaperçue. Sans surprise, le chapitre relatif à l'occupation est pratiquement monopolisé par le cas belge et laisse majoritairement dans l'ombre l'expérience des dix départements français occupés, alors qu'il y aurait eu largement matière à comparaison. D'une manière générale, si l'on prend en considération la place accordée à chacun des pays envisagés, la France et la Belgique occupent le haut du pavé, suivis à distance par le Royaume-Uni, tandis que l'Allemagne est souvent réduite à la portion congrue. Les sources de ce déséquilibre sont peut-être en partie liées à la bibliographie mobilisée, qui comprend une écrasante majorité d'ouvrages en français et en anglais pour un nombre dérisoire de références en néerlandais et en allemand. Cette bibliographie n'en est pas moins sélective et reprend, aux côtés

de travaux plus anciens et devenus pour certains des classiques, bon nombre de titres récents qui témoignent de l'intense activité historiographique de ces dernières années dans le domaine.

D'une manière plus formelle, on peut regretter que les auteurs ne se soient pas davantage attachés à tirer parti de la centaine de documents reproduits. Malgré cette richesse, le texte utilise et commente peu l'iconographie, et il arrive même qu'il fasse référence à une affiche (p. 39) ou à une photo (p. 91) qui n'est malheureusement pas reproduite, plutôt que de s'appuyer sur celles présentes au fil des pages. On regrettera aussi le fait que les petits encarts biographiques qui permettent d'incarner une expérience de guerre n'aient pas été plus nombreux. On n'en compte que deux, tous deux de femmes engagées pour leur pays dans le conflit. Une plus grande diversité de situations présentées, éventuellement au rythme de une par chapitre, aurait sans doute aidé à appréhender l'immense variété des expériences de guerre et d'en faire davantage ressortir les dimensions genrées. Et, tant qu'à évoquer les individus, on regrettera également l'absence d'index des noms de personnes. Enfin, quelques petites erreurs factuelles sont aussi à déplorer, quasi inévitable vu la diversité des sujets abordés. Ainsi, le réseau Doutréline en Belgique occupée est loin d'être "entièrement féminin" (p. 112) comme le suggèrent les auteurs, même s'il comptait effectivement davantage de femmes parmi ses agents recensés (deux sur cinq) que la moyenne de ses homologues (un sur quatre).

Au final, *Femmes et hommes en guerre* – qui est également disponible en néerlandais¹¹ – est un ouvrage réussi et d'une lecture très agréable, qui permet d'appréhender de multiples aspects de la question du genre dans la Grande Guerre. Et même s'il reste avant tout conçu à destination d'un lectorat belge, il ouvre sa perspective sur les expériences vécues dans quatre pays belligérants.

Emmanuel Debruyne

ED KLEKOWSKI & LIBBY KLEKOWSKI
Americans in Occupied Belgium, 1914-1918. Accounts of the War from Journalists, Tourists, Troops and Medical Staff

Jefferson, McFarland & Company, 2014, 283 p.

JEFFREY B. MILLER

Behind the Lines. WWI's little-known story of German occupation, Belgian resistance, and the band of Yanks who helped save millions from starvation. Beginnings, 1914

Denver, Milbrow Press, 2014, 442 p.

In 2014, at the start of the centenary of the First World War, two books were released that propose a history of occupied Belgium from an American perspective. Ed and Libby Klekowski became engrossed in Belgium's First World War after having visited the University Library of Leuven. The story of its destruction and the role many Americans played in its reconstruction struck a chord with them. Jeffrey B. Miller's interest in Occupied Belgium can be traced back to family stories. His grandfather, Milton B. Brown, was a delegate of the Commission for Relief in Belgium (CRB), while his Belgian grandmother Erica Bunge lived in Antwerp

11. ELIANE GUBIN & HENK DE SMAELE, *Vrouwen en mannen ten oorlog, 1914-1918. Gender@war*, Leuven, Davidsfonds, 2015, 190 p.

during the occupation. Hence, this sudden preoccupation from American authors with a “little-known story” is mainly motivated by personal interest. The authors did, however, manage to transcend personal interest by highlighting the relevance of this episode in history. The Klekowskis point out that Belgium was “the first country invaded, the longest occupied and (...) the first forgotten” (p. 1). Miller, on the other hand, calls attention to the CRB as “one of America’s finest humanitarian achievements” (p. xxiii).

The two books are quite similar, which facilitates a comparison. They both focus on Americans in occupied Belgium, as the book titles hint at, though some chapters also consider the front war. The authors all discuss the CRB and its humanitarian mission, but the Klekowskis give a more general overview, while the CRB delegates take center-stage in Miller’s account. The Klekowskis’ book covers the whole four years of the war, whereas Miller’s book is the first instalment of a series of three books and thus only recounts the events of 1914. *Americans in occupied Belgium* and *Behind the lines* are fast-paced and well-written accounts, but their chronological structure occasionally results in a simple chronicle of historical events. The authors are all amateur historians who write for a large audience, although the detailed notes and the long bibliography at the end of the books reveal that they aspire to do more than just good storytelling. Their professional background might explain this : Miller, a journalist, has a bachelor degree in history, and Ed Klekowski is a professor emeritus of biology.

Both the Klekowskis and Miller base their book on primary source material, mainly

press articles and egodocuments of the American Legation officials and of the CRB delegates, and Miller’s own family archive was also at his disposal. The Klekowskis seem to have studied these sources with a more critical eye though. While Miller simply states that there were some “bad seeds” among the CRB delegates (p. 247), the Klekowskis found proof that the American Legation officials themselves were not too satisfied with them (p. 141). Furthermore, Miller occasionally reveals the motives of protagonists without quoting a source, for instance, when he argues that “Francqui wanted a purely Belgian-run program” (p. 206) or that the CRB office in Brussels needed a stronger position “to keep Francqui in check” (p. 209). Interestingly, the Klekowskis do not ignore silences in the sources, such as the fact that none of the American eyewitnesses “commented upon the degradation of Belgian women through prostitution during the German occupation” (p. 117). They see this as a form of self-censorship, since it would have subverted the narrative of ‘Poor Little Belgium’.

As the long bibliography at the end of the two books prove, the authors have clearly pursued extensive reading, but oddly enough, they do not seem to be familiar with the Belgian historiography on the First World War. John Horne, Alan Kramer, Tammy Proctor and Larry Zuckerman are mentioned, but few Belgian historians have made the list, notably only when their research was published in English. Not even Sophie De Schaepdrijver’s well-known reference book figures in these bibliographies, thus demonstrating the importance of having it translated into English. The books, however, do not seem to contradict the findings of Belgian historiography, with one remarkable exception: on the question

why the German army sacked Leuven, the Klekowskis assert that “even after a century, the answer is still nearly impossible to disentangle from the conflicting German and Belgian accounts” (p. 49). A consensus between Belgian and German historians that there had been no *francs-tireurs* in Leuven, and that the Germans had experienced a collective delusion, was nonetheless already reached in 1958 when Peter Schöller published *Der Fall Löwen*. The research of the Irish historians John Horne and Alan Kramer confirmed his findings in 2001, and their book is widely recognised in the international historiography of the First World War, even though German publications opposing their position still surface from time to time.

Because both books address an American audience, the question remains what they can offer to the community of Belgian First World War historians. It is clear that the authors do not provide any new interpretation of occupied Belgium or the CRB. Moreover, they focus mainly on Americans and give less significance to the occupied. The Klekowskis describe them simply as passive victims of the German occupation. Miller does consider them as historical actors, but only calls attention to those whom resisted, ignoring the ‘collaborators’. The Klekowskis and Miller do, however, explore some sources that are less known on this side of the Atlantic Ocean, and that might be useful to Belgian historians. Especially Miller’s family archive seems to contain a wealth of information for those interested in the history of the CRB or occupied Antwerp.

Karla Vanraepenbusch

MONIKA TRIEST & GUIDO VAN POUCKE

De oorlog na de Grote Oorlog. Anti-Duitse repressie in België na WO I

Antwerpen, Polis, 2015, 318p.

La préoccupation première de Monika Triest et Guido Van Poucke¹² en racontant l’histoire de ces Allemands chassés et poursuivis par l’État Belge après la Première Guerre mondiale en Belgique est d’apporter un éclairage sur un sujet jusqu’ici très peu étudié et dont il est difficile de parler. Aborder le séquestre des biens des Allemands vivant en Belgique et d’entreprises ayant un lien avec l’Allemagne, c’est avant tout interroger la triple question de la nationalité, de l’identité et de la loyauté. En effet, les Allemands dont il est question dans cet ouvrage, sont issus de familles installées depuis parfois plusieurs générations en Belgique, et qui, suite à l’invasion de la Belgique et à son occupation par l’armée allemande, sont les cibles d’un sentiment anti-allemand et d’une volonté de vengeance de la part de la population belge. Participant largement à l’essor économique que connaît la Belgique au 19^e siècle, ces entrepreneurs allemands – parce qu’il n’est presque question que d’eux dans l’étude – se voient mettre au ban du pays, dès les premiers jours d’août, dans lequel ils étaient pourtant si bien intégrés, à tel point que leurs noms aient été donnés à des rues et que des hommages publics leur aient été rendus. Pour ceux revenus, ou pour ceux restés, alors que la majeure partie de la Belgique est soumise à l’autorité allemande, la question de la loyauté, corrélée à celle de l’identité, se pose : dans quel camp se situer ? De son côté, l’État belge s’interroge sur la définition des “sujets ennemis” et des “intérêts

12. Guido Van Poucke (1946-2015), imprimeur et photographe amateur et Monika Triest (1941-), philologue classique de l’Université de Gand et professeure à l’Université d’Amsterdam, ont déjà collaboré ensemble sur plusieurs ouvrages consacrés à des sujets divers, tel que *Het Sint-Elisabethbegijnhof in Gent en Sint-Amandsberg* et *Het grote taboe na de grote oorlog : De Belgische staat versus de adellijke familie Arenberg*.

ennemis" visés par la loi du 17 novembre 1921 sur "le séquestre et la liquidation des biens allemands en Belgique", qu'il faut punir dans l'après-guerre. La question de la nationalité, déjà complexe avant la guerre, est encore plus délicate après la guerre, lorsqu'il s'agit de déterminer qui est, ou n'est pas, allemand. La problématique des *Heimatlos*, Allemands partis de leur pays d'origine pour s'installer en Belgique, dont ils n'ont pas reçu la nationalité, est alors centrale et ambiguë, tout comme celle des épouses d'origine belge d'entrepreneurs allemands, considérées comme allemandes. Monika Triest et Guido Van Poucke ne manquent pas de souligner, d'une part, les liens à faire avec les questions actuelles brûlantes des jeunes, parfois de 4^e génération, partis se battre en Syrie et, d'autre part, la difficulté d'imaginer la possibilité de se sentir comme appartenant à plusieurs nationalités, davantage encore en période de guerre où les discours sur les identités se construisent de manière manichéenne.

Si, au total, des dizaines de milliers de personnes sont touchées par le séquestre, qui concerne en réalité également les personnes d'origine austro-hongroise, les auteurs se focalisent davantage sur quelques dossiers relatifs à Anvers, en particulier, aux cas de 5 familles de riches entrepreneurs travaillant dans le milieu des armateurs et du grand commerce transmaritime, les Osterrieth, les Strasser, les Grisar, les von Mallinckrodt et les Kreglingers. Ils s'intéressent également au sort des compagnies maritimes, telles que la *Red Star Line*, au sein desquelles les entrepreneurs ont évolué. Ce choix est motivé par plusieurs éléments. D'abord, l'énorme quantité d'archives laissées par le séquestre ne permet pas d'envisager une étude systématique de chaque dossier. Ensuite, Anvers présente la par-

ticularité que sa colonie allemande, forte d'environ 20.000 individus, s'y est organisée au travers d'écoles, d'associations ou encore de cercles, participe au développement urbanistique et se hisse dans l'élite de la société, allant jusqu'à siéger dans les organes décisionnels de la ville.

Trois parties chronologiques et une quatrième partie conclusive structurent l'ouvrage : l'avant-guerre, la guerre, l'après-guerre. Dans chacune de ces parties, Monika Triest et Guido Van Poucke suivent la trajectoire de ces familles, évoquant également le sort conjoint d'autres familles telles que les von Bary et les Bracht. La dernière partie tente de répondre à la question du "pourquoi" le rejet par les citoyens belges de ces Allemands pour qui ils avaient, quelques années avant, tant de respect et d'admiration. Les dossiers de séquestre propres à Anvers et conservés dans le dépôt de Beveren constituent la source principale de l'étude. Ceux-ci sont complétés par les archives du Service des Séquestres de l'Administration des Domaines à Bruxelles (1919-1996) et par les archives de l'Administration de la Marine (1830-1976), toutes deux conservées aux Archives générales du Royaume. Ponctuellement, les auteurs font, entre autres, appel à la presse ou encore aux *FelixArchief stad Antwerpen*.

Les résultats de cette étude tendent à démontrer la relative inefficacité du séquestre appliqué à ces grands entrepreneurs et à leurs entreprises, dont la fortune et les liens avec le politique a permis d'influencer les décisions prises à leur égard par l'État belge. En réalité, ces entrepreneurs étaient nécessaires à l'économie belge et ont participé à faire du port d'Anvers un acteur incontournable sur la scène internationale. Par ailleurs, ils se retrouvent au

sein de conseils d'administration de banque – lorsqu'ils n'en sont pas les propriétaires –, dans les organes décisionnels des communes, ou encore dans les institutions économiques où ils peuvent défendre leurs intérêts, comme la Chambre de Commerce d'Anvers, et sont également d'importants mécènes et bienfaiteurs. Les auteurs démontrent le manque d'univocité et d'objectivité dans l'interprétation et l'application de la législation pour ces Allemands fortunés, d'autant plus que certains séquestres chargés de leur cas sont de riches avocats appartenant aux mêmes cercles qu'eux.

Au niveau historiographique, l'originalité de l'ouvrage de Monika Triest et de Guido Van Poucke est d'oser regarder de l'autre côté, et d'aborder la question des violences faites aux Allemands par les Belges alors que l'historiographie s'est jusqu'alors plutôt penchée sur les violences allemandes en Belgique. Ils s'efforcent de la sorte de resituer le propos dans un champ plus large et participent ainsi à un "rééquilibrage" de l'historiographie. L'intérêt de cette étude est également de rappeler que la guerre doit être replacée dans un temps long et que les événements qui surviennent au cours du conflit ainsi que les questions qui s'y posent trouvent une origine en dehors de celui-ci et se prolongent dans l'après-guerre. De cette manière, la question de la loyauté des Allemands en Belgique ne pourrait être entièrement comprise sans s'interroger sur leur identité et leur intégration avant la guerre ainsi que sur leur perception et leur traitement au lendemain de l'armistice.

La première critique à adresser aux auteurs est peut-être celle d'être restés somme toute

essentiellement descriptifs. Les différents portraits qu'ils dressent, s'ils sont intéressants, ne sont pas analysés, ni comparés, ou faiblement. Les questions posées sont toutes d'un grand intérêt, mais les réponses apportées manquent de consistance et d'une dimension analytique. Par exemple, si la question de la loyauté est posée, l'étude ne permet cependant pas de comprendre pourquoi certains Allemands vivant en Belgique avant la guerre ont préféré accorder leur loyauté à l'Allemagne. Mais cette faiblesse tient sans doute au fait qu'aucune problématique n'est établie, que le fil conducteur ressemble davantage à une galerie de portraits qu'à un travail guidé par un véritable fil rouge et basé sur un questionnement solide. En outre, le faible caractère analytique de l'étude entraîne un manque de profondeur dans les liens établis avec l'actualité, qui, s'ils sont pertinents, sont très peu développés et se résument à deux voire trois paragraphes en introduction et en conclusion.

La deuxième critique majeure à apporter à l'ouvrage est l'inadéquation qui existe entre, d'une part, la promesse faite par son titre et, d'autre part, son contenu. À la fin de notre lecture, nous n'en savons finalement que très peu sur les Allemands en Belgique et leur répression. Il aurait fallu présenter l'ouvrage comme étudiant l'histoire des grands entrepreneurs allemands à Anvers durant la Grande Guerre. Bien que les auteurs exposent les raisons de la délimitation de leur sujet, il nous semble être une erreur de prétendre parler de la répression anti-allemande en Belgique après la Première Guerre mondiale, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, et comme Monika Triest et Guido Van Poucke le soulignent, le cas d'Anvers est à ce point

particulier qu'il ne peut être représentatif de ce qu'est être Allemand en Belgique à l'aube, durant et après le conflit, d'autant plus lorsqu'il n'est question que de grands entrepreneurs fortunés. Une fois le livre fermé, des questions, auxquelles l'ouvrage aurait dû répondre, subsistent : qui sont les Allemands en Belgique ? Dans quels secteurs professionnels les retrouve-t-on ? Quels sont leurs statuts sociaux ? Quel est leur degré d'intégration dans la société belge ? Quels sont leur mode de socialisation ? Quels liens entretiennent-ils avec l'Allemagne ? Quand se sont-ils installés en Belgique ? Et pour quelles raisons ? Ensuite, bien qu'il soit évidemment nécessaire de placer un cadre à l'étude du séquestre, il paraît cependant disproportionné que le sujet annoncé par le titre ne soit traité qu'à partir de la moitié de l'ouvrage, d'autant que, au final, le cadre institutionnel de la période de séquestre n'est pas clairement établi. Enfin, les auteurs consacrent plusieurs dizaines de pages à l'histoire de grandes compagnies maritimes sans pour autant que cette histoire soit directement liée à la question des Allemands en Belgique. Ainsi, un chapitre entier retrace l'histoire d'Arnold Bernstein, dont il nous est difficile de voir le lien direct avec la question du séquestre de l'après-guerre.

Pour résumer, le mérite de l'ouvrage est d'avoir amorcé l'étude d'un sujet sensible et passionnant, d'avoir posé des questions nécessaires et pertinentes et d'en avoir perçu les enjeux. Malheureusement, l'étude pêche par un manque d'analyse et elle consiste essentiellement en une galerie de portraits qui nous laisse sur notre faim.

Élise Rezsöhazi

V. Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog - Histoire de la Seconde Guerre mondiale - History of the Second World War

MARIE-PIERRE D'UDEKEM D'ACOZ

Andrée De Jongh. Une vie de résistante

Bruxelles, Racine, 2016, 269 p.

PHILIPPE LE BLANC [pseud. de PHILIPPE CONNART]

Comète. Le réseau derrière la ligne (De la création en 1940 à février 1943)

Arquennes, Memogrames, 2015, 456 p.

Les publications scientifiques sur la résistance belge ne sont pas légion ces dernières années. Il peut donc paraître étonnant que deux études fouillées paraissent à quelques mois d'intervalle sur le réseau d'évasion Comète et sa figure centrale, Andrée De Jongh.

C'est que dès 1942, cette jeune Bruxelloise – elle n'a pas encore 25 ans à la création de Comète à l'été 1941 – est considérée comme une héroïne par les autorités britanniques et dans certains milieux résistants. Au lendemain de la guerre et dans les décennies suivantes, elle se retrouve au centre de plusieurs publications qui mettent en exergue son rôle jugé capital dans le rapatriement vers l'Angleterre des pilotes alliés rescapés des avions abattus au-dessus de la Belgique. À partir des années 1980, son image de symbole de la résistance au féminin se transmet auprès du grand public via la télévision. Ceci dit, son statut de survivante et le déclin assez rapide du patriotisme belge ne lui permettent pas de jouir de l'aura d'une Gabrielle Petit ou d'une Edith Cavell. Elle n'en constitue pas moins

encore aujourd'hui une figure emblématique de la résistance, et donc un enjeu de mémoire dans les cercles attachés au souvenir de cet engagement, et plus largement à l'unité du pays.

De ces milieux, l'historienne Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz, en fait partie. Elle est membre d'une famille noble de la région gantoise, qui s'est investie par patriotisme dans la résistance. Son père et son grand-père ont été arrêtés et déportés dans les camps de concentration nazis. Son grand-père y est décédé. Sans doute marquée par ce passé familial, elle a publié en 2002 chez Racine une étude fouillée au titre évocateur *Pour le Roi et la Patrie. La noblesse belge dans la Résistance*. Cet ouvrage, par sa fine analyse de l'état d'esprit de la noblesse à la veille de la guerre et l'évocation de centaines de parcours individuels, reste d'ailleurs une référence incontournable en la matière. Marie-Pierre d'Udekem y évoque déjà abondamment le réseau Comète, à travers les cas des nombreux nobles qui s'y sont engagés et notamment, celui de Andrée De Jongh, annoblie en 1985.

Comme elle l'écrit dans l'épilogue du livre présenté ici, Marie-Pierre d'Udekem n'avait pas l'intention de se replonger dans le sujet. Mais les circonstances et en particulier sa rencontre avec Andrée De Jongh le 30 novembre 2004 l'ont poussée à entamer la biographie de l'ancienne résistante.

Sauf que, selon l'auteur, "cette biographie prend la forme d'une 'autobiographie' afin qu'Andrée De Jongh prenne elle-même le lecteur par la main pour raconter sa vie" (d'Udekem, p. 8). Elle ajoute, pour se justifier : "Je pense qu'elle n'aurait pas aimé que je le fasse à sa place, en donnant de-ci

de-là mes commentaires, mes doutes, mes interprétations, ni surtout des superlatifs qui auraient inmanquablement été dictés par mon admiration. La forme en je me permet aussi de coller au plus près de sa vérité, celle qu'elle a laissée dans des interviews, dans des notes et des rapports, dans des lettres qui sont parfois retranscrites mot pour mot" (p. 8).

L'auteur, par respect pour Andrée De Jongh, s'efface donc derrière elle pour la laisser 's'exprimer' par le biais d'un récit à la première personne basé, pour l'essentiel, sur ses textes et interviews. Mais cette forme cache un énorme travail de reconstitution historique : non seulement l'auteur reformule ou synthétise certaines pensées de la résistante, mais en outre elle complète des développements incomplets par manque de données fournies par Andrée De Jongh par des informations trouvées par ailleurs. Le travail de fusion des différents éléments se traduit par un texte agréable à lire, évoquant sous l'apparence des mémoires d'Andrée De Jongh, son trajet depuis son engagement dans la résistance en 1940 jusqu'à son combat pour la sauvegarde de l'Institut des Invalides à Uccle en 2002, en passant par sa lutte contre la lèpre au Congo et dans d'autres pays d'Afrique entre 1954 et 1981. Le tout est agrémenté de nombreuses réflexions sur la nature des relations de la résistante avec sa famille, ses ami(e)s, ses collègues, ses compagnons de résistance et même le roi Baudouin (et la reine Fabiola) avec qui elle entretiendra d'excellents contacts à partir de 1955. L'utilisation des écrits intimes d'Andrée De Jongh et de ses proches permet aussi de découvrir son cheminement affectif et spirituel.

La forme du livre – un pseudo-témoignage de la résistante appuyé par de nombreuses ré-

férences scientifiques – pourrait laisser croire à un lecteur non assez aguerri à la critique historique que nous disposons enfin de la biographie incontestable de cette personnalité hors du commun. Mais si l'ouvrage enrichit bien de manière considérable notre connaissance de la vie d'Andrée De Jongh, en particulier pour ce qui a trait à son douloureux trajet dans l'univers concentrationnaire nazi et son parcours après la Seconde Guerre mondiale, son contenu est trop basé sur la seule vision de la résistante pour en faire l'ouvrage de référence sur le sujet.

En effet, l'admiration déclarée dès le départ par l'auteur pour Andrée De Jongh ne lui permet pas de prendre la distance nécessaire à une biographie scientifique. Elle l'empêche trop souvent de sortir du récit induit par les traces écrites ou orales laissées par la résistante et d'explorer via des sources plus diversifiées d'autres pistes de réflexion. Ainsi, on aurait aimé disposer d'une analyse plus distanciée sur les ressorts fondamentaux de son attitude, et notamment sur l'influence exercée par son environnement familial et social dans son enfance et à l'âge adulte. On regrettera en outre l'absence d'un minimum de développement relatif au contexte de la décolonisation en Afrique. Par ailleurs, les conflits personnels évoqués de temps à autre sont trop souvent analysés à partir des seuls arguments d'Andrée De Jongh.

Il faut reconnaître à Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz le grand mérite de retracer pour la première fois de manière minutieuse toute la vie adulte de la grande résistante bruxelloise. Elle permet en outre, par sa fidélité aux témoignages d'Andrée De Jongh, de faire entrer

le lecteur dans les états d'âme de cette dernière. Mais quel dommage de ne pas avoir élargi le propos en replaçant ces écrits dans un contexte plus général et en confrontant le formidable matériau rassemblé avec des sources moins favorables à l'intéressée. En somme, l'ouvrage de Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz ne se distancie pas assez des biographies précédentes, dans le sens où lui aussi constitue avant tout un hommage inconditionnel à cette femme d'exception.

Philippe Connart adopte un point de vue diamétralement opposé. Dans son étude fouillée sur le réseau Comète jusqu'à l'arrestation d'Andrée De Jongh, il n'a de cesse de tenter de prouver que le rôle de cette dernière a été surestimé au détriment d'autres acteurs du réseau. Selon lui, la résistante n'a joué de rôle majeur que dans la ligne d'exfiltration, et encore essentiellement entre Paris et l'Espagne, alors que, "à côté de cette ligne, d'autres protagonistes viennent obligatoirement compléter ce mince élément dynamique, qui ne constitue que la partie visible de l'iceberg. (...) Si nous intégrons les actions du SOE¹³, de la Sûreté, du gouvernement belge en exil, des services secrets britanniques, et des divers groupes spontanés qui ont chacun apporté leur contribution à ce noyau de passeurs et passeuses d'hommes, nous obtenons le réseau Comète. Sans eux, la ligne n'existe pas" (Le Blanc, p. 237).

Philippe Connart estime en outre qu'"à travers la lecture de ces milliers d'archives, les relations de cause à effet entre certains épisodes de la vie de ce réseau d'évasion se sont progressivement éloignées du tissu des légendes, erreurs, fausses vérités, voire même

13. Soit le *Special Operations Executive*, service secret britannique chargé essentiellement d'organiser la résistance armée en territoire occupé.

mensonges délibérés, qui gravitent autour de Comète depuis la libération de la Belgique et de la France” (Le Blanc, p. 6).

L’auteur n’hésite pas à écrire que l’on a créé un véritable mythe autour d’Andrée De Jongh pour cacher le chaos initial et les énormes pertes du réseau. Il avance même que la résistante s’est pliée sans difficulté à cette héroïsation qui correspondait bien à sa volonté d’apparaître comme le chef incontesté de Comète.

Pour étayer ses dires, l’auteur s’appuie sur une masse d’informations récoltées pendant plus d’une dizaine d’années dans divers centres d’archives en Belgique, mais aussi en Angleterre et aux États-Unis. Si l’on ne peut qu’être impressionné par la somme de données réunies par Philippe Connart, on regrettera son souci d’exhaustivité qui rend le texte touffu et souvent rébarbatif. L’absence d’index n’en facilite pas la consultation. En outre, le lecteur a parfois l’impression que son objectif n’est pas d’abord d’atteindre la vérité, mais de s’attaquer de manière quasi obsessionnelle aux versions antérieures de l’histoire de Comète et à son *leader* charismatique Andrée De Jongh.

Tous les arguments avancés par Philippe Connart ne sont pas convaincants, mais certains sont malgré tout à prendre en considération. On appréciera notamment la recherche minutieuse qui l’a conduit à sortir de l’ombre la myriade d’initiatives prises dès 1940, en particulier à Bruxelles, pour tenter de renseigner les Alliés et d’évacuer vers l’Espagne les soldats britanniques, les Belges désireux de gagner l’Angleterre et enfin les aviateurs anglo-saxons. Et il a raison lorsqu’il

affirme que les récits relatifs à Andrée De Jongh ne doivent pas masquer l’engagement de quelque 3.000 résistants dans Comète, dont nombreux paieront le travail de sape des polices allemandes et surtout leur inexpérience du combat clandestin par une répression sévère. L’ouvrage aurait encore gagné en intérêt s’il ne s’était pas contenté d’énumérer la composition et l’action de ces multiples groupes souvent enchevêtrés, mais aurait aussi tenté d’en comprendre les ressorts et d’en dégager les composantes sociologiques. Le travail pionnier de Philippe Connart permet cependant de disposer des éléments de base pour développer ce type d’approche.

Un autre mérite de l’ouvrage est de souligner, preuves à l’appui, les tâtonnements inhérents à la création de Comète et la difficulté de tisser des liens de confiance non seulement avec les autorités belges à Londres, mais aussi avec les Britanniques. Il souligne aussi de manière convaincante les multiples aléas du réseau et les ‘succès’ engrangés contre elle par les services allemands. Dans ce contexte, l’auteur fait bien de se demander pourquoi Comète n’a pas été démantelé avant 1944 par les Allemands. Et l’hypothèse développée, à savoir que les nazis voulaient préserver la ligne vers l’Espagne pour y infiltrer des agents susceptibles de gagner la Grande-Bretagne comme espions, n’est pas à dédaigner.

Par ailleurs, l’auteur décrypte bien les relations tendues sans être inexistantes en 1942 entre les dirigeants de Comète et le gouvernement belge de Londres. Il est aussi crédible lorsqu’il évoque l’importance de la transmission de courrier, parallèle à l’exfiltration des hommes, ou encore l’existence, à la frontière franco-

espagnole, d'autres passeurs et points de passage que ceux généralement évoqués dans les récits sur Comète. On lui sera aussi gré pour le tableau complet et précis des transferts d'évadés en Espagne fourni en fin de volume et pour leur comptabilité par mois et par année dévoilée aux pages 311 et 312. Ces éléments permettent en effet de mettre fin à toutes les conjectures sur le nombre et l'identité des évadés, les dates et les lieux de passage, ainsi que sur l'importance de l'activité des divers passeurs basques, belges, anglais et français.

En somme, l'auteur a raison d'introduire de l'épaisseur et même de la complexité dans une histoire sans doute jusqu'à présent trop lisse et trop centrée sur Andrée De Jongh. Par contre, il se discrédite lorsqu'il cherche à tout prix à confondre la co-fondatrice du réseau et les récits précédents sur Comète en usant d'arguments parfois solides, parfois peu étayés, si pas fallacieux. Ainsi, il ne convainc pas vraiment lorsqu'il cherche à minimiser l'importance d'Andrée De Jongh en tentant de faire croire qu'on a volontairement sous-estimé le rôle de certains de ses proches comme Arnold Deppé, le co-fondateur du réseau, ou de son père Frédéric De Jongh, pour ne pas lui faire de l'ombre. Car même si le père d'Andrée a sans doute développé une activité plus intense que sa fille avant la création de Comète et si les Allemands pensaient, au moment de l'arrestation d'Andrée, que le chef du réseau était son père, cela n'enlève rien au mérite de la résistante et ne prouve aucunement que Frédéric était bien le chef de Comète en 1942.

En conclusion, il est dommage que l'auteur, dont le père a été déporté en Allemagne pour avoir aidé des aviateurs alliés, semble avoir

cru nécessaire de s'acharner contre Andrée De Jongh et les auteurs des premiers ouvrages sur Comète pour mettre en exergue l'activité des sans-grades et des oubliés du réseau.

Il ne reste dès lors plus à espérer que les excellents éléments réunis dans ces deux livres puissent servir de base à une histoire vraiment dépassionnée de Comète et d'Andrée De Jongh.

Fabrice Maerten

AMANDINE THIRY

Le tribut des temps troubles. La justice face aux homicides attribués à la "résistance" dans l'arrondissement judiciaire de Mons (avril 1943-novembre 1944)

Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2015, 228 p.

De Interuniversitaire attractiepolen (IUAP) *Justice and Society* en *Justice and Populations* zorgen al vanaf 2007 voor een flinke boost in de geschiedschrijving over de Belgische justitie. Amandine Thiry's *Le tribut des temps troubles* – een bewerking van haar masterthesis aan de UCL – past als onderdeel van de serie 'Histoire, justice et sociétés' in deze traditie. Op basis van het archief van het parket van de procureur des Konings van het arrondissement van Bergen onderzoekt de auteur aan verzetsgroepen toegeschreven moorden gepleegd tussen april 1943 en november 1944. Het boek bestaat uit drie delen, waarin de auteur de waaier van mogelijkheden van haar bronnenmateriaal optimaal gebruikt. Op basis van de gerechtelijke verslagen, correspondentie en processen-verbaal biedt ze inzicht in de moorden zelf, de gerechtelijke onderzoeken die erop volgen en de moeilijkheden die de onderzoeken voor justitie met zich meebrengen.

In het eerste deel bestudeert Thiry de uiterlijke kenmerken van de moorden : wanneer, waar en hoe vonden ze plaats ? Ze schetst de sociaaleconomische en politieke omstandigheden in het arrondissement van Bergen en de evolutie in het aantal moorden. Die evolutie volgt een bekend patroon : van april 1943 tot mei 1944 is het aantal stabiel, na de geallieerde landing in Normandië explodeert het geweld tussen juni en augustus (70 % van de aanslagen vindt in deze periode plaats) en in september tot november 1944 daalt het aantal moorden plotseling snel, zonder volledig te verdwijnen. Geografisch gezien zijn een aantal in het hart van de Borinage gelegen semi-industriële gemeenten met relatief veel inwoners oververtegenwoordigd in de moordstatistiek. Als het gaat om het hoogste aantal moorden per inwoner staan er juist veel landelijke en sociaal heterogene gemeenten met zeer weinig inwoners aan kop. Dat is volgens Thiry bij sommige gemeenten het gevolg van het zeer lage aantal inwoners (één moord in een gemeente van 400 of 500 inwoners levert immers al een plaats in de top-12 op). Andere verklarende factoren zijn de sterke aanwezigheid van het gewapend verzet en extreme lokale sociale tegenstellingen. In het laatste hoofdstuk van het eerste deel onderzoekt de auteur de *modus operandi* van de moorden, voor zover de processen-verbaal hierover informatie verschaffen. Een derde van de slachtoffers wordt in of rondom de eigen woning aangevallen, twee derde in de eigen woonplaats. De moorden hebben vaak plaats rond etenstijd of tijdens een (woonwerk)verplaatsing. De aanvallers handelen meestal met twee of drie personen, zijn vaker niet dan wel gemaskerd, gebruiken in 90 % van de gevallen een vuurwapen en zijn in 85 % van de gevallen met de fiets. Hoewel

die conclusies een met het onderwerp trouwde lezer niet onbekend in de oren klinken, is deze inventarisatie van de *modus operandi* niettemin waardevol als statistische bevestiging van talloze getuigenissen van daders en slachtoffers.

In het tweede deel van het boek staan de gerechtelijke onderzoeken naar de moorden centraal. Thiry volgt de strafvordering nauwgezet. Het valt op dat in veel gevallen pas na de bevrijding wordt beslist al dan niet gevolgt te geven aan bepaalde tijdens de bezetting gepleegde moorden. Ook opvallend is de neiging van het parket om zaken massaal door te verwijzen naar het militair gerecht op basis van de amnestiewet van 20 september 1945, in plaats van ze te laten voorkomen voor het hof van assisen. Van de zaken waarin de daders zijn gevonden wordt meer dan twee derde doorverwezen naar het militair gerecht (de rest wordt grotendeels buiten vervolging gesteld). Van de zaken waar geen daders zijn gevonden volgt in een kleine meerderheid een buitenvervolginstelling. Met andere woorden : het komt vrijwel nooit voor dat een niet-militaire rechtbank iemand veroordeelt voor een tijdens of in de nasleep van de bezetting gepleegde aan het verzet toegeschreven moord.

Hoe komt dat nu eigenlijk ? Thiry duidt een aantal factoren aan die de gerechtelijke onderzoeken door het parket bemoeilijken, zowel voor als tijdens de bezetting.

Tijdens de bezetting is de meest in het oog springende complicerende factor de combinatie van een gebrek aan duidelijke afspraken over de bevoegdheden van de Duitse en Belgische justitie en de bemoeienis van de bezettingsmacht met de gerechtelijke onder-

zoeken. Duitse politiediensten mengen zich in ieder stadium in de onderzoeken, bijvoorbeeld door het in beslag nemen van bewijsmateriaal. De inmenging leidt ertoe dat het parket tijdens de laatste maanden van de bezetting beslist om bepaalde zaken ‘voorlopig te schorsen’, als alternatief voor een klassering zonder gevolg. Dit verklaart waarom veel zaken vaak pas na de bevrijding zonder gevolg zijn geklasseerd of in behandeling zijn genomen en toont tegelijkertijd het pragmatisme van de anders zo formalistische rechterlijke macht. Ook vanuit de bevolking wordt het parket tegengewerkt, zij het op een heel andere manier. Thiry omschrijft terecht maar summier hoe het parket tijdens en na de bezetting vaak stuit op een ‘*mur de silence*’ bij getuigen en mogelijke daders en medeplichtigen.

Voorgaande complicerende factoren zijn gestoeld op de impliciete aanname dat het parket en de gerechtelijke politie de daders *willen* vinden. Dat is echter niet altijd het geval. Sommige leden van de gerechtelijke politie die, zoals eerder bleek uit het werk van Fabrice Maerten over het verzet in Henegouwen, zijn aangesloten bij verzetsgroepen, saboteren de onderzoeken. Jammer genoeg gaat Thiry niet verder in op de vraag hoe ze daarbij precies te werk gaan en in hoeverre de sabotage beperkt blijft tot medewerkers van de gerechtelijke politie en rijkswacht. Het was interessant geweest om te zien op welke schaal deze praktijk – die ook voorkomt bij het parket van Brussel en in mindere mate in Gent en Antwerpen – eveneens bij parketmagistraten bestaat en om te achterhalen wat de precieze implicaties zijn. Aangezien Thiry’s boek gebaseerd is op haar masterthesis is deze lacune echter begrijpelijk. Het bronnenmateriaal over ‘gerechtelijke sabotage’ is zeer schaars, omdat

zelfs na de bevrijding maar weinig betrokkenen veel willen loslaten over dit bijzonder gevoelige thema.

Thiry laat in haar boek mooi zien dat het parket niet alleen tijdens de bezetting worstelt met aan verzetsgroepen toegeschreven moorden. Ook na de bevrijding blijft dit type misdrijven problematisch, omdat verzetsgroepen hevig protesteren tegen iedere aanzet tot vervolging. In hun ogen is de afrekening met collaborateurs terecht, rechtvaardig en noodzakelijk. Iedere poging van justitie om de zaken te vervolgen beschouwen de verzetsbewegingen, en dan zeker het Onafhankelijkheidsfront, als een klap in het gezicht en een ontkenning van hun opofferingen. De procureur des Konings van Bergen is zich hiervan zeer bewust en laat zijn zorgen om de openbare orde zwaar meewegen in zijn beslissingen. In de conclusie komt de auteur nog eens terug op deze interessante paradox: om het geweldsmonopolie van de staat te herstellen aanvaardt de rechterlijke macht dat ze bepaalde geweldsmisdrijven niet kan vervolgen.

Thiry’s keuze om zaken tot en met november 1944 te behandelen is heel belangrijk, omdat ze hiermee laat zien dat de verontwaardiging van de verzetsbewegingen over eventuele gerechtelijke onderzoeken net zo goed geldt voor de moorden die gepleegd zijn na de bevrijding. Angst voor een vijfde kolonne en verbolgenheid over de vermeende slapheid van de officiële ordehandhavers zorgen ervoor dat ook in de maanden na de bevrijding sommige vormen van door verzetsgroepen gepleegd geweld onbestraft blijft. Thiry wijst er terecht op dat het politiek geïnspireerde geweld van verzetsgroepen niet alleen dilemma’s veroorzaakt voor de magistratuur tijdens de bezetting, maar ook

een van de oorzaken is van de – zeker de Borinage – hoogoplopende spanning tussen de verzetsbewegingen en het establishment.

Het derde en laatste deel van het boek bestaat uit twee onderdelen : een sociologische schets van daders en slachtoffers (opnieuw : voor zover het mogelijk is deze te schetsen op basis van het gerechtelijk bronnenmateriaal) en een case study van de moord op onderzoeksrechter Dupont-Lacroix in november 1944. Het sociologisch profiel biedt niet op alle punten veel inzicht, maar Thiry signaleert wel het zeer opvallende feit dat in haar onderzoek bijna de helft van de slachtoffers vrouw is, wat contrasteert met andere lokale studies. De case study naar de moord op onderzoeksrechter Dupont-Lacroix biedt dan weer een interessant voorbeeld van het grote wantrouwen tussen de lokale bevolking en de magistratuur tijdens de naoorlogse maanden en de onder de oppervlakte woedende machtsstrijd tussen de nog altijd gewapende verzetsgroepen en de officiële ordehandhavers.

Hier en daar zit de auteur wat haar taalgebruik betreft iets te dicht op haar bronnenmateriaal, wat vooral in het tweede deel soms resulteert in enkele voor de niet-juridische geschoolde lezer taaie passages. Tegelijkertijd slaagt Thiry er echter heel goed in om bruggen te slaan tussen haar juridische onderwerp en de sociale en politieke implicaties van de problematiek van de aan verzetsgroepen toegeschreven geweld. Ook het feit dat ze haar bronnenmateriaal zo nauwkeurig en tegelijkertijd creatief heeft gebruikt is prijzenswaardig. Thiry's boek is daarmee een zeer genuanceerde aanwinst voor een

studiegebied waarover bij het grote publiek in zowel het Nederlandstalige als het Franstalige landsdeel nog veel mythes bestaan.

Jan Julia Zurné

